Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 22 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820; •* ***Montréal*** *(514) 321-6434; •* ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***1 - 8 juin 2022***

UNE AUTRE CRISE DE CARBURANT S'ANNONCE-T-ELLE ?

Des pompes hors stock un peu partout

Le prix dans les provinces jusqu'à plus de 600 gdes/gallon, et même plus...

Par Léo Joseph

La crise de produits pétroliers, à laquelle se trouvent confrontés périodiquement les consommateurs haïtiens, s'est encore déclarée présentement, avec cette différence que ces désastreux contretemps se rapprochent davantage, ces jours-ci. Depuis déjà plus de quatre semaines, le précieux liquide se fait rare, à la capitale, les pompes se trouvant de plus en plus en rupture de stock. Une situation intenable aussi, dans les provinces, le gallon d'essence se vendant jusqu'à 525 gourdes le gallon.

Aux abords des stations services les pompes sont orphelines.

À Port-au-Prince, la plupart des stations d'essence, au centre-ville, sont à sec. Les automobilistes ont de plus en plus de mal à s'approvisionner. Trouver des stations où l'essence est disponible devient une véritable gageure. Les camions citerne préposés à la distribution de la gazoline aux stations-services partis en mission de livraison ne se retrouvent pas au rendez-vous avec la pompe. Plusieurs automobilistes ont révélé que ces transporteurs de produits pétroliers effectuent les livraisons à des détaillants irréguliers les forçant à acheter le précieux liquide sur le marché noir.

Dans de telles conditions, l'approvisionnement en essence, du moins, à la capitale, est devenu très hasardeux, parce que des rumeurs font état d'additives nuisibles ajoutées à l'essence affectant la performance des moteurs.

D'un autre côté, cette pratique expose les quartiers à de sérieux risques d'incendie, car les opérations sur le marché noir ne disposent pas d'entreposages adéquats pour ces produits. Voilà qui expose des quartiers à des risques d'incendie. Car les mesures qu'avaient annoncé le ministère du Commerce et de l'Industrie, il y a quelques mois, tardent encore à donner des résultats. Alors que d'un autre côté, les autorités concernées donnent l'impression d'avoir « *lâché* », pour répéter un automobiliste.

De nombreux chauffeurs se plaignent de ne pas trouver de carburant dans les pompes à essence et sont obligés, en dépit des risques que cela comporte, de s'approvisionner dans le secteur informel. De tels consommateurs prétendent être exposés aux caprices de ces distributeurs ambulants, qui font la vente illégale, sans les contrôles de sécurité régulières. Les consommateurs disent être pris dans une situation inextricable, ne voulant pas s'ap-

Suite en page 2

Dr. Dalmacy retires after 37 years of service

Dr Kesler Dalmacy.

By Raymond A. Joseph

Brooklyn, N.Y., June 1st, 2022— After a career of 37 years in medical practice in here, Dr. Kessler Dalmacy, affectionately known as Dr. Dal, retires on this date. At 71, he will be adjusting to a new life, fully devoted to family life, while his many clients, in all strata, will sorely

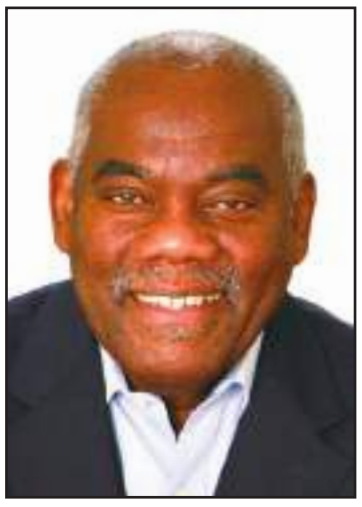
Continued on page 5

LA RENÇON DE L'INDÉPENDANCE D'HAÏTI IMPOSÉE PAR CHARLES X

Complot du tandem France-USA pour escroquer une jeune nation

La restitution de cette dette : Incontournable responsabilité de ces deux bénéficiaires...

Jean Léopold Dominique, un farouche supporteur d'Aristide exécuté par ses ordres.



Professeur Selwyn Cudjoe, une brebis qui risque de s'égarer.

Par Léo Joseph

En attendant que d'autres entités intéressées viennent lancer une autre enquête sur la « *rançon de l'indépendance* », que la majorité des intervenants s'acharnent à désigner sous le vocable « *dette de l'indépendance* » ou « *double dette de l'indépendance* », il est opportun que les analystes et commentateurs basent leurs références sur les articles du quotidien américain *The New York Times (NYT)*. Nonobstant les omissions et les intérêts occultes

Suite en page 4

HAPPENINGS!

Will Haiti, a catastrophe affecting the whole Western Hemisphere, be properly debated at President Biden's "Summit of the Americas?"

Joe Biden facing rebellion in the Hemisphere.

Andrés Manuel Lopez Obrador, president of Mexico

By Raymond A. Joseph

In less than a week, the ***"Summit of the Americas,"*** threatened by a fizzled boycott, will be inaugurated in Los Angeles, where most nations of the Western Hemisphere will be represented. However, an important Head of State as Mexico's Andrés Manuel Lopez Obrador may be absent, due to U.S. exclusion of leaders of three Hemispheric nations

Continued on page 7

Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 2

UNE AUTRE CRISE DE CARBURANT S'ANNONCE-T-ELLE ?

Des pompes hors stock un peu partout

Le prix dans les provinces jusqu'à plus de 600 gdes/gallon, et même plus...

Suite de la page 1

pprovisionner sur le marché informel d'essence, mais, en même temps, condamnés à repartir bredouille s'ils n'achètent pas.

Le problème se situe donc à deux niveaux, voire même trois. La distribution de la gazoline se fait 1) en dehors de toutes précautions de sécurité; 2) le consommateur est prisonnier des caprices du vendeur, qui fixe ses prix de manière anarchique; 3) et le mode d'approvisionnement expose l'acheteur au danger d'incendie qui pourrait surgir à tout instant.

Suitenà n la précédente rareté, les autorités déclaraient, pas de raté, la réalité

400 gourdes à Port-au-Prince le galon

Les automobilistes s'approchent des stations d'essence en maugréant que, depuis que le régime du Premier ministre de facto Ariel Henry a annoncé la fin de la subvention des produits pétroliers par l'État, les distributeurs de gazoline semblent avoir les coudées franches pour fixer les prix suivant leurs caprices. Une situation encore plus grave, dans le milieu informel, ces derniers ayant accès de manière plus régulière aux distributeurs de ces produits.

Pour l'instant, les consommateurs font savoir que le prix du gallon d'essence, à la capitale, oscille autour de 400 gourdes le gallon. Alors que le précieux liquide se fait rare, puisqu'introuvable à la pompe, les distributeurs informels font régner une atmosphère d'incertitude sur le site où s'effectue la livraison du produit. Personne ne peut prévoir si la marchandise sera livrée, au bout du compte. Dès lors, chacun se voit obligé de patienter, pour éviter de mécontenter le vendeur informel.

De l'avis de plus d'un, la situation, chez le pompiste informel, ne rassure guère. Car trop de ces distributeurs font régner une situation anarchique, en raison du fait qu'il est possible que le prix « *proclamé* » change « *sans préavis* ». Surtout que l'acheteur n'a aucune influence pour rappeler le distributeur à l'ordre, lui, qui fixe unilatéralement les prix, alors que des acheteurs ayant grand besoin de gazoline se laissent volontiers gruger.

À cause de cette situation, le prix du galon d'essence est susceptible de grimper, jusqu'à 450 gourdes, dans certains cas. Voilà pourquoi les consommateurs souhaitent une intervention immédiate et ponctuelle des autorités pour que cette crise ne change en tragédie, à l'instar des incendies qui éclatent trop souvent, au Cap-Haïtien, dans le département du Nord, où le phénomène de la vente clandestine de produits pétroliers semble déborder les autorités.

1 500 gdes/gallon au Cap-Haïtien

Dans le monde des consommateurs de produits pétroliers, le gouvernement, par le truchement du Bureau de monétisation des projets d'aide au développement (BMAP), l'instance chargée de l'approvisionnement du pays en produits pétroliers, on se plaint du silence affiché, cette fois, par les autorités. Si, dans un passé récent, Ignace Saint-Fleur, directeur général de cette institution, émettait, de temps à autres, des communiqués annonçant l'arrivée prochaine de bateaux transporteurs de ces produits, quand bien même il donnerait le change aux consommateurs, cela avait, tout de même, la vertu d'apaiser les usagers de cette denrée.

La population se lamente, cette fois, du silence du BMPAD donnant l'impression que ce bureau, qui a l'habitude de « *jongler* » avec la réalité, par rapport à la disponibilité de la gazoline sur le marché national, donne l'impression qu'aucune démarche n'a été lancée, en ce qui concerne l'arrivée des tankers. Ce qui fait terriblement craindre les automobilistes que les pompes à essence ne seront pas approvisionnés prochainement.

En dépit de l'isolement de la ville des Cayes (département du Sud) et d'autres zones du Sud-Ouest, du Sud-Est et des Nippes, à cause du contrôle des communes de Martissant et de Carrefour par les gangs armés empêchant la libre circulation de véhicules, la livraison de produits pétroliers, dans ces zones, est plus qu'impossible, sinon extrêmement difficile, voire coûteux. Mais, la situation relative à la disponibilité de ce produit se révèle moins grave que celle prévalant dans la métropole du Nord.

Contrairement à la fière cité christophienne, où le carburant se vend, tel qu'annoncé, 1 500 gourdes le gallon, au Cayes, dans le département du Sud, il faut 600 gourdes pour la même quantité d'essence.

Comment a émergé le marché informel de gazoline ?

En Haïti, où l'État a cédé sa place aux gangs armés, en tout premier lieu, en ce qui a trait au monopole de la répression, une prérogative du gouvernement, dans n'importe quel pays, au monde, toute activité, quel qu'elle soit, est opportuniste. Dans le cas de la distribution de produits pétroliers, les gangs armés étendant leur contrôle sur les quartiers où se trouvent les centres de distribution, et faisant flèche de tout bois, veulent y jouer un rôle.

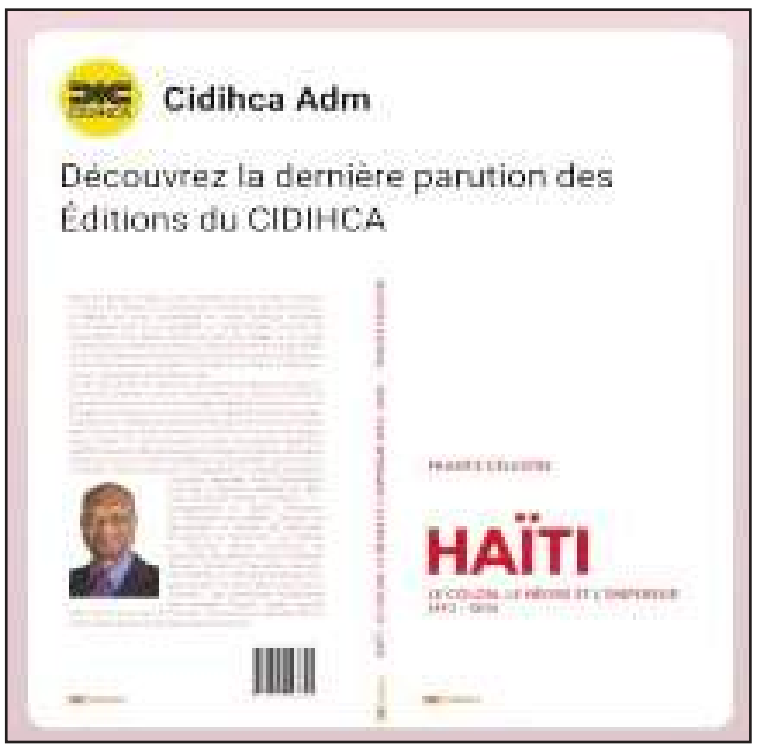
Le DG du BMPAD, Ignace Saint-Fleur,, un mois après la crise, proclamait qu'il n'y en avait pas.

Selon des analystes du paysage commercial, il semble que les détournements de camions citerne transportant ce produit, qui faisaient aboutir ces chargements à des destinations autres que celles indiquées sur les commandes, faisant naître un marché parallèle de carburants, et qui s'est affirmé au fil des mois. On dirait que maintenant, sous l'influence des malfrats, le marché informel, que ces derniers ont développé, soit devenu une activité commerciale que, à l'instar des kidnappings, les autorités du pays ne peuvent stopper.

Il faut aussi tenir compte du fait que l'État n'effectue plus les commandes de produits pétroliers de manière régulière, comme cela se faisait dans le passé. Certains automobilistes veulent imputer cette rareté de carburants au changement apporté au système, selon lequel les commandes sont, de préférence, assurés par des compagnies de distributions locales. Celles-ci faisant des commandes de tailles réduites, par rapport à celles du BMPAD, résulte en l'épuisement rapide d'un stock réduit livré par les tankers.

De toute évidence, il y a un problème, dont les autorités concernées tardent à expliquer la nature. On se demande si Ariel Henry et son équipe, au pouvoir, se trouvent dépassés également par le problème d'approvisionnement du pays en ces produits.

L.J.



Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

L'actualité en vrac

Massacre à une école primaire au Texas : Débat ouvert sur le contrôle des... les trafiquants des engins meurtriers au pilori

Depuis le lundi 30 mai a commencé la série des funérailles des 19 écoliers et deux enseignants, massacrés le 24 mai, u « *Robb Elementary School* », institution d'enseignement primaire dans le village appelé Uvalde, au Texas, situé à quelque 133 kilomètres de San Antonio. Dans la foulée, une mobilisation est lancée visant à contrôler des armes à feu, à l'échelle nationale, soulignant la détermination de la grande majorité des citoyens à contraindre les législateurs à prendre les mesures qui s'imposent pour endiguer ce fléau dont les victimes ne se comptent plus.

Lundi, 30 mai, jour férié national, aux États-Unis, dit « *Memorial Day* », en mémoire des soldats tombés sur le champ de bataille, était tout indiqué pour réunir parents, amis et bien d'autres autour du cercueil de *Maite Rodriguez,* 10 ans, assassinée mardi de la semaine dernière, avec 18 autres de ses camarades de classe, par le fou furieux Salvador Ramos. À noter qu'elle avait utilisé le portable qu'elle avait reçu récemment en cadeau pour alerter 911, disant que le meurtrier était encore dans la salle de classe, massacrant, sans retenue, les élèves.

Pourquoi les policiers du village mobilisés, n'ont rien fait, quand bien même environ 19 d'entre eux policiers se seraient retrouvés sur les lieux, quelques minutes après avoir été alertés de la présence de l'assassin dans une salle de classe ? Il a fallu l'intervention d'un agent fédéral de surveillance des frontières envahissant les lieux, pour abattre l'agresseur, plus d'une heure après qu'il eut commencé son massacre.

Ce même lundi, ont eu lieu les funérailles d'Amerie Jo Garcia, âgée, elle aussi de 10 ans. Deux de ses camarades, qui ont échappé au carnage, ont dit à son père qu'elle était au téléphone alertant 911 quand elle a succombé aux attaques. Et le père de dire : « *Que l'on sache qu'elle faisait de son mieux pour sauver ses camarades. Elle voulait épargner la vie de tous!* »

Deux semaines de funérailles, adieu à des petits anges; un mouvement de revendication lancé

Selon les informations fournies, au cours de cette semaine, 11

Le président américain Joe Biden, un nouveau déplacement motivé par une autre fusillade.

funérailles auront lieu et les autres, la semaine prochaine. Geste remarquable : les deux maisons funéraires d'Uvalde ont décidé de remplir toutes les formalités sans frais aux familles, assumant

Wang Wenbin, le ministre chinois des Affaires étrangères.

la responsabilité du coût des obsèques.

Cette preuve de solidarité prend des proportions nationales. Car, à l'initiative du groupe appelé « *March For Our Lives* » (Marche pour sauver nos vies), des élèves qui avaient vécu le massacre de Parkland, en Floride, en 2018, et qui avait fait 17 victimes, organiseront une rencontre avec des parlementaires un peu partout, à commencer par Washington où, du 7 au 10 juin, ses membres auront des séances avec les législateurs pour les sensibiliser par rapport aux mesures à prendre pour mettre fin à la situation, qui met en danger tant de jeunes vies. Sur le site internet de « *March for Our Lives* », on eut lire : « *Notre message, ce que nous demandons, est bien simple : Jamais plus nous n'accepterons d'être pris en otages par nos parlementaires, et jamais plus nous ne tolérerons ce sentiment d'insécurité dans nos communautés* ».

Ceci dit, le 11 juin, des manifestations simultanées auront lieu un peu partout, de San Francisco, en Californie, dans l'Ouest américain, à Greenville, Caroline du Sud, dans l'Est, du Pacifique à l'Atlantique. Sans oublier que la conférence, à Houston, Texas, du 27 au 29 mai, de la National Rifle Association (NRA) qui a été perturbée par une manifestation protestant les menées de cette organisation se trouvant à l'avant-garde de la campagne en faveur des armes à feu sans restriction.

Que la NRA n'ait pas renvoyé sa conférence planifiée à Houston, moins d'une semaine après le massacre d'Uvalde, à quelque 480 kilomètres de là, et dans le même état, en dit long. Mais que des personnalités, comme l'ex-président Donald Trump, soient parmi les orateurs à cette conférence, témoigne d'un mépris pour la vie des jeunes sacrifiés.

Et l'on reste pantois face aux agissements de M. Trump qui, au cours de son allocution, a cité les noms de toutes les victimes, avec des fautes de prononciation, bien entendu. Puis, il a esquissé des pas après son discours, avec un sourire narquois. Comprendra qui voudra pareille indécence, même méchanceté ! Drôle de façon d'afficher son appui à cent

Le Premier ministre du Canada Justin Trudeau

pour cent de la NRA, tout en insultant les parents éplorés des étudiants à Uvalde, démontrant ainsi ce qu'il est au fond, un supporteur des assassins !

La campagne anti-armes à feu lancée, même au-delà des frontières américaines

Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, est vite passé à

Premier ministre de la Nouvelle-Zélade Jacinda Arde

l'action, après le massacre qui s'est produit à « *Robb Elementary School* » à Uvalde. Avant-hier, lundi, 30 mai, lors d'une conférence de presse, à Ottawa, parlant en anglais, il eut à dire : « *Nous n'avons qu'à jeter un coup d'œil au sud de la frontière pour nous rendre compte que si nous n'agissons pas avec fermeté, et rapidement, cela va empirer* ».

Ainsi, a-t-il annoncé, le jour même, le gel sur la vente d'armes à feu légères, tels les revolvers. « *Il ne sera plus possible d'acheter, de vendre ou d'importer des pistolets et revolvers nulle part au Canada* », tout en ajoutant « *Nous éliminons le marché de ces armes à feu* ».

Les législateurs libéraux, alliés du Premier ministre, se portent garants de se pencher sur les lois visant à finaliser ce qui est entamé en vue de contrôler la prolifération d'armes au Canada, car le gouvernement canadien n'entend pas se laisser vaincre par le lobby des armes sans limite, comme aux États-Unis. Par exemple, le gouvernement libéral vise à enlever les licences de ceux qui commettent des actes de violence domestique et des criminels de tous genres, promettant qu'une loi dite de « drapeau rouge », permettra aux juges de sommer les détenteurs d'armes à feu « *jugés dangereux pour eux-mêmes ainsi que pour d'autres* », à remettre leurs armes.

À la Nouvelle Zélande, la Première ministre Jacinda Arden, présentant ses condoléances aux familles éplorées, a condamné le massacre d'Uvalde, le soir même de l'incident, disant qu'après deux attaques consécutives contre des mosquées, en 2019, son pays avait entrepris un « *buy-back* » (rachat), consistant à payer aux possesseurs d'armes de les remettre au gouvernement. Ainsi on avait pris possession de milliers d'armes à feu.

Aussi, les parlementaires du pays avaient voté une loi bannissant presque toute arme semi-automatique du genre utilisée par l'assassin d'Uvalde. Répondant à un journaliste, qui voulait savoir comment tout cela a été possible, elle a répondu : Les Néozélandais « *sont un peuple pragmatique* », ajoutant que « *quand on a vu ce qui s'est passé [l'attaque des mosquées], tout le monde eut à dire plus jamais. Ainsi, il incombait aux politiciens d'agir en conséquence* ».

Plusieurs autres nations ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes. La Chine, par l'intermédiaire du porte-parole du Ministère des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a présenté les condoléances du gouvernement chinois aux familles des victimes, tout en profitant de l'occasion pour fustiger les États-Unis dont il a critiqué l'« *hypocrisie* ». Car, dit-il encore, le même gouvernement qui s'attaque aux « *différents pays s'agissant*

Suite en page 15

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 4

LA RENÇON DE L'INDÉPENDANCE D'HAÏTI IMPOSÉE PAR CHARLES X

Complot du tandem France-USA pour escroquer une jeune nation

La restitution de cette dette : Incontournable responsabilité de ces deux bénéficiaires...

Suite de la page 1

relatifs aux longues et exhaustives enquêtes suivies de la publication en série de cet important article, il doit servir de base de données sur un vol à main armée d'une des plus grandes puissances de la planète perpétré contre un pouvoir composé majoritairement d'hommes en guenilles qui venaient d'être libres et indépendants, voilà seulement moins d'un quart de siècle.

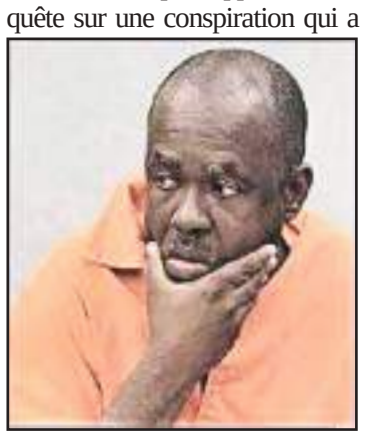
En effet, dans les quatre articles de cette étude sur les millions, arrachés par la France, à Haïti, présentée dans la cadre d'une série de quatre articles, publiés sur l'internet repris en partie dans l'édition papier du dimanche 22 mai dans laquelle une illustration sur quatre colonnes en page de garde introduisant le lecteur à une section spéciale de 16 pages illustrées, exposant tous les aspects de cette opération criminelle de la couronne française. Au bout d'une année de recherches sur lesquelles est construite la série d'articles du quotidien new-yorkais, tous les aspects de la visite inopinée de la flotte française dans la rade de Port-au-Prince sont étalés. Le rapport Makau soumis au roi Charles X de France, en juillet 1825, à la suite de sa mission auprès du président haïtien, Jean-Pierre Boyer, sert, en grande partie, de base de données pour cet article. Il y a gros à parier que ce document ouvre la voie à un long débat. Car les 150 000 francs or imposés comme rançon au nouvel État est diversement évaluée, d'un économiste à l'autre.

Aucun doute, tenant compte de l'évaluation des acquisitions financées avec les fonds extorqués d'Haïti, à la lumière de la plus-value et d'autres paramètres, comme c'est le cas de la Tour Eiffel, dont la construction fut payée, à partir de l'argent de la rançon, tel que rapporté dans cette rubrique, Crédit Mutuel, l'institution bancaire, qui avait payé la facture d'érection de ce monument, ayant émis un communiqué à ce sujet. Dans le document en question, Crédit Mutuel évalue cette icône architecturale vedette de Paris à USD 434,7 milliards $.

Dans le même ordre d'idées, il faut bien s'attendre à des interventions d'autres natures, notamment celles portant sur des aspects politiques, sociaux, commerciaux, générationnels et autres. On ne finira pas, de sitôt, d'épuiser ce sujet, qui, d'ores et déjà, semble éclipser celui qui faisait couler beaucoup d'encre et dépenser abondamment de salive, l'enquête sur l'assassinat du défunt président de facto d'Haïti, Jovenel Moïse. Ce dossier, qui enflammait la toile, depuis la perpétration de ce crime odieux le 7 juillet de l'année dernière, est, pour l'instant, relégué aux oubliettes. Soudain, les différents

Jean-Bertrand Aristide, un politicien mort dont les ouailles cherchent à ressusciter.

intervenants ont d'autres chats à fouetter. Ce qui porte à se demander si la date de publication des articles du *New York Times* recèle un certain calcul. Cette théorie aiguise d'autant plus le sens de l'observation, par rapport à l'enquête sur une conspiration qui a



Oriel Jean, exécuté en plein jour, d'ordre d'Aristide.

tout l'air d'avoir été pilotée par des secteurs aux grands moyens financiers, politiques et même diplomatiques, en aval aussi bien qu'en amont.

Quel lien existe-t-il entre le dossier de la rançon et celui de l'assassinat ?

Dans la mesure où, avant la publication des articles du *New York Times*, les interventions abondaient sur le rôle de la justice américaine dans le dossier de l'assassinat et que, depuis plus d'une semaine, ce sujet est carrément éclipsé par des commentateurs de cette méga opération d'escroquerie menée par le tandem France-États-Unis, à l'encontre d'Haïti, il s'avère important de s'y attarder.

En effet, d'aucuns s'interrogent sur l'opportunité de la publication de ces articles du *NYT* livrés au public plus de deux siècles après le crime. De toute évidence, le grand intérêt suscité par ce travail du quotidien new-yorkais soulève aussi des questions relatives à sa genèse. Car les esprits curieux aimeraient prendre connaissance des tournants et aboutissants de cette œuvre exceptionnelle. Et pour cause !

Il n'est un secret pour personne que ce travail du *NYT* est budgétivore. Si l'équipe à qui revient le mérite d'avoir mené les enquêtes, qui se sont, dit-elle, étirées sur une période d'un an, et qui ont entraîné des voyages sur deux continents, en sus de mettre en évidence l'initiative bénédictine qu'elle a menée, elle reste pourtant silencieuse sur le reste.

On se demande alors, par quels moyens en sont venus les responsables de ce journal pour livrer au monde entier des articles appelés à ébranler la planète, surtout les pays ex-esclavagistes, notamment en ce qui concerne les commanditaires, généralement les représentants de gros intérêts politiques, sociaux, économiques et financiers, sans oublier ceux qui détiennent les commandes de la diplomatie mondiale ? Connaissant la mentalité et les intérêts de ces grands média mondiaux, ils ne sauraient assumer eux-mêmes les coûts faramineux d'une telle entreprise. Dans la mesure où les commanditaires de ce travail (recherches, rédaction + espaces publicitaires) s'y sont engagés par souci de favoriser le triomphe de la justice et du droit, les amants de ces idéaux, globalement leur doivent une fière chandelle.

Tout cela dit, la question fondamentale reste posée. Existe-t-il un lieu entre la publication de ces articles par le *NYT* et l'enquête sur l'assassinat de Jovenel Moïse? Cette affaire interpelle les observateurs, surtout à observer le cafouillage, sinon la confusion, suscité côté américain.

Certes, comment expliquer l'allure de cette enquête, par rapport aux personnes accusées, dont certaines bénéficient d'un traitement privilégié ? Les Américains ont tout mis en œuvre pour appréhender, et mettre en lieu sûr (en prison après extradition), le sergent colombien retraité Mario Antonio Palacios Palacios; ainsi que Rodolphe Jaar, Chilien d'origine haïtiano-arabe, trafiquant de drogue, qui a fait la prison aux États-Unis, et à qui est attribué le rôle de témoin de la *Drug Enforcement Administration* (DEA); ainsi que l'ex-sénateur haïtien Joseph Joël John. Ces trois hommes ont été extradés, tour à tour, du Panama, de la République dominicaine et de la Jamaïque, suite aux requêtes de la Justice américaine. Il faut rappeler que ces derniers étaient tous épinglés par les enquêteurs haïtiens comme ayant fait partie de la conspiration qui a abouti à l'assassinat, le 7 juillet 2021, de M.

Jean Nesly Lucien, ex-DG de la PNH, ancien détenu fédéral pour trafic de drogue.

Moïse, en sa résidence familiale, à Pèlerin 5, dans les hauteurs de Pétion-Ville, en Haïti.

Dans la poursuite de l'enquête, la Justice américaine, dont on ne saurait douter de l'intégrité, n'y est pas allée de main morte. Les démarches, qui ont débouché

L'ex-sénateur fourel Célestin, président de l'Assemblée national, ancien détenu fédéral pour trafic de drogue.

sur l'extradition de MM. Palacios, Jaar et John en disent long. Toutefois, on est vraiment dérouté par d'autres aspects de l'enquête, côté américain, sur cette affaire criminelle. Quasiment infaillibles dans leur présence, sur cette planète, on s'étonne que les services secrets de l'Once Sam se retrouvent le bec dans l'eau, quand il s'agit de localiser Joseph Félix Badio, identifié par l'enquête de la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ) d'Haïti comme étant la cheville ouvrière (côté haïtien) de ce crime. Cette obstination de la Justice américaine à prétendre ignorer, même l'existence de M. Badio, fait sourciller plus d'un. Il semble que la partie du dossier d'assassinat, qui concerne celui-ci, soit, dans l'esprit de plus d'un, considérée comme le talon d'Achille de ce système judiciaire.

Dans le cadre de ce même dossier, il faut attirer l'attention sur le Premier ministre de facto Ariel Henry, par rapport à la Justice américaine. Jusqu'à preuve du contraire, ce dernier et Joseph Félix Badio restent la «*chasse gardée* » des Américains. Ces derniers doivent avoir de bonnes raisons de les garder sous leur protection. On dirait, volontiers, histoire d'éviter que ne soient faites des déclarations « *dommageables* ». On sait parfaitement bien, dans la culture politique, aux États-Unis, tous, femmes et hommes, ont la susceptibilité à fleur de peau quand il s'agit de traiter avec des collègues épinglés dans des affaires jugées illégales. Car les politiciens américains ayant des démêlés avec la justice sont immédiatement tenus à distance par leurs collaborateurs.

Pourtant, accusé d'avoir été en contact avec Badio, avant et après l'assassinat du 7 juillet, Ariel Henry reste le chouchou de la Maison-Blanche, dont la politique haïtienne est, pourtant, sévèrement critiquée par des diplomates américains et des membres du parti du chef d'État des États-Unis. N'est-il donc pas curieux que le chef de l'Exécutif américain, de surcroît démocrate, passe outre aux recommandations de membres influents du Parti démocrate appelant à une rupture complète d'avec le neurochirurgien au pouvoir en Haïti, d'ailleurs chef de gouvernement illégal, illégitime, en sus de tremper, à tort ou à raison, à l'assassinat de Jovenel Moïse ? Une situation des plus révoltantes, quand la Justice américaine proclame sa ferme volonté de contribuer à l'objectif de ceux qui ne cessent de réclamer « *justice pour Jovenel* »; et puis d'identifier, faire juger et infliger de justes punitions aux comploteurs qui ont utilisé le territoire des États-Unis pour mener leurs activités criminelles et illégales.

Peuvent-ils ressusciter politiquement Aristide ?

À part quelques très rares interventions favorables lues sur l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, depuis son retour d'exil d'Afrique du Sud, en mars 2011, la majorité des ouailles du prêtre défroqué gardaient le silence. Tout cela a changé, après la publication du *NYT*. Journalistes mal avisés, diplomates, hommes et femmes politiques occultement motivés, sombrant longtemps dans le silence total, jugent le moment

Suite en page 13

Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 5

Dr. Dalmacy retires after 37 years of service

Continued from page 1

miss him. Indeed, he was dedicated to their welfare, often going the extra mile, when the clients were indigent. In fact, that brought him another nickname: "Papa Dal."

His wife, Yveline Dalmacy, née Mompérousse, recently a Law School graduate, who is now taking her bar exam, couldn't be more pleased about the new family schedule, which will allow both of them to be fully devoted to their 10-year-old Anabelle. On her part, Anabelle is looking forward to having the devotion of mom and dad on a full-time basis. Certainly, the couple's two grown daughters, with one year difference between them, will enjoy the renewed contact with both parents as the whole family finds more time to be together. Mona Lisa, Dr. Dal's daughter from a previous union, is a registered nurse. So is Tatiana Morisseau, the daughter of his wife Yveline from a previous union.

The power couple, Dr. Kessler Dalmacy and wife Yveline Dalmacy, née Mompérousse.

Dr. Dalmacy is part of a family of medical doctors. His sister Marie-Ange Tardieu is a board-certified plastic surgeon. Two nieces are also medical practitioners, with Stéphanie Tardieu being a board-certified gynecologist and Nathalie François, a board-certified urologist. Also, another niece, Jennie François, is a nurse practitioner. All are serving in the United States.

I was intrigued about another Dr. Dalmacy that I discovered on the web about whom I knew nothing. Yet, his office was in Brooklyn. Dr. Dolciné Dalmacy is his name. When I asked Dr. Dal about him, his response was enlightening: *"The Dalmacys originated in the Artibonite region of Haiti,"* he said, *"then spread throughout Haiti. It's possible that Dr. Dolciné Dolmacy is one of them, though he is not directly related to me. But he says he is my cousin. Who am I to object?"*

Haiti's Brain drain beginning in the late 1950s, continuing still

The Dalmacy story reveals what Haiti has lost, due to the dictatorships that held sway over the country from 1957 to 1986, causing the flight of Haiti's top professionals, especially medical doctors and nurses. When public phone books were the rage, before the era of cellphones, someone once told me, "Ninety percent of the doctors with French names in the New York phone book are either Haitians or of Haitian ancestry."

One could have said the same thing for Montreal, or Quebec City in Canada. In Chicagoland, where I first came to study in 1954 and remained until 1959, when I returned home, doctors with Haitian names were also common. In 1961, when I came back to study at the University of Chicago, our weekend meetings with Haitian professionals were heavily represented by medical doctors, most of whom were incensed about what was happening to our country under the Duvalier dictatorship.

From l. to r, Former Judge Helena Heath (masked), Cong. James Clyburn, Hon. Judge Carlos Moore of the National Bar, and Yveline Dalmacy.

The professionals abroad organizing against the dictatorship

We set up a fund to raise money to undertake psychological warfare against the regime in Haiti. By December 1964, the treasurer, Dr. Jean François Conte, a surgeon who had a clinic in Chicago's southside, said we had $400,000 in the account. That was the seed money used to begin *Radio Vonvon,* the legendary 6 am broadcast from New York, from July 1965 to September 1969, which made possible the organization of an underground in Haiti to undermine the dictatorship. That is explained fully in my book, *For Whom the Dogs Spy. . . .*

When I moved to New York in 1965, to lead the team in charge of the broadcasts, I was overwhelmed to see the extent of the Haitian community in the "City that never sleeps." When we could no longer continue with our broadcasts, on account of the Nixon administration's embrace of the Duvalier dictatorship, which had been kept at arm's length since the days of President Kennedy, in July 1971, we launched the first weekly newspaper for Haitians in New York with outlets in Canada, France and elsewhere. That's when the friendship developed between Dr. Kesler Dalmacy and us, the Joseph Brothers (Léo and me). He became an avid supporter of the *Haiti-Observateur.* He was among the first of the professional advertisers who flocked to the paper, then the only written organ of the community, which opened its columns to all points of view.

The impact of Haitian professionals abroad

Sadly, Haiti's loss has been the gain of many other nations, even in Africa, where Haitian professionals have been instrumental in organizing armies and schools of higher learning in certain West African nations which gained their independence, especially from France and Belgium, in the 1960s.

Tatiana Wah, writing an essay in the *Cairo Review of Global Affairs,* under the title *"Engaging the Haitian Diaspora,"* in the Spring of 2013, states in the lead of her analysis of Haitian migration: *"Some 70 percent of Haiti's skilled workers live outside the country. Tapping this important resource for economic development requires a better understanding of why they left and how they can effectively contribute to their homeland."*

Dr. Kessler Dalmacy and his wife Yveline and their daughters, Tatiana Rousseau in front of her mom, and Mona Lisa in front of her dad.

Ms. Wah zeroes in on the migration that caused the brain drain from Haiti. She writes: *"By the late 1950s to early 1960s, . . . many from the upper and middle classes began to flee the dictatorial regime of François "Papa Doc" Duvalier, thus constituting the first wave of Haitian mass migration. This first wave brought Haitians to the United States, to Europe (mostly France), to French-speaking Canada, and to Francophne Africa."*

Dr. Kessler Dalmacy is one of these who, having left the country in 1979, after graduating from the Medical School of Haiti's State University, never returned, until the dictatorship was overthrown in 1986, when Papa Doc's heir, Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier fled to France. But with a solid clientele in Brooklyn, there was no closing shop here for Dr. Dalmacy. Thus, Haiti lost him for good. And this is repeated for countless others. Yet, for Haiti's development, the Haitian retirees in various branches could have helped in more than one way in solving the problems of the country, currently becoming like a no man's land, as armies of gangs control great swaths of the land.

Meanwhile, Yveline Dalmacy, Deputy Chief Administrator at the National Bar Association, doesn't let a chance go by without advocating for Haiti. Three weeks ago, for example, while a group from the Bar Association, led by its president Hon. Judge Carlos Moore, was on Capitol Hill in the context of the National Bar Association's Advocacy Days, Mrs. Dalmacy availed herself of the opportunity to speak with Congressman James Clyburn, Democrat of South Carolina, the Majority Whip in the House of Representatives, and Congresswoman Sheila Jackson Lee, a veteran in the House, representing the 18th district in Texas since 1995. The message she delivered had to do with Haiti. Please, stay engaged with the country which was the trailblazer in the fight for Blacks all over, having been first to defeat the slave masters. Thank you, Yveline!

To be noted also, last March, Yvelyne Dalmacy received the "Women of Distinction Award," as she was recognized by members of the New City Council, the New York State Senate and U.S. Congress, for *"outstanding and invaluable service to the community."* Belatedly, Yveline, we add our names to the list of well-wishers for always advocating for the land of your birth, today in deep despair.

Though in retirement, Dr. Dalmacy will remain active in the community and his wife Yvelyne Dalmacy has proven that she's very engaged at a high level. They can be contacted by e-mail at drkesler05@aol.com and at dalmacyjd@gmail.com

Yveline Dalmacy,
unpaid Advocate for Haiti

RAJ
June 1st, 2022
raljo31@yahoo.com

Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Kesyon Ayiti a rive nan youn Kalfou danjere, lemonn antye okouran, pa gen kase fèy kouvri sa !

Mwa Me ki fèk fini an se te youn mwa chaje ak evénman, bagay nou gen lontan nou pa wè. Vole ponpe, tou sa yo ki, swa se etranje ki te met ansanm pou toupizi Ayiti, swa se Ayisyen parèy nou k ap souse richès peyi a, twouve yo nan youn sitiyasyon difisil, spòplayt la klere sou yo. Vle pa vle, kote bagay la rive a, sa pa ka ret konsa ankò.

Alò sa fè m sonje ke se te nan youn mwa Me, gen 218 lane de sa, Ayisyen te vin pran konsyans yo pa ka kontinye batay kont blan franse, ki te kenbe yo nan lesklavaj pandan 300 lane, jan yo t ap fè l la. Ti gwoup sa a bò isit, lòt ti gwoup la bò lòtbò t ap bay kolon an pwoblèm. Epi jou 18 Me a, yo te chita ansanm nan Lakayè, nan dat 18 Me, yo te antann yo. Nan tèt ansanm sa a yo te ka planifye vrèman planifye batay la. Epi nou konn sa k rive. Egzakteman, 6 mwa, jou pou jou apre sa, nan dat 18 novanm 1803, zansèt nou yo te bat pi gwo lame ki te genyen lè sa a, Lame Napoléon Bonaparte. M ap mande nou tout pou n reflechi sou sa.

Vrèman, apre tout atik gwo jounal Nouyòk Taymz *(New York Times)* te ekri yo, soti 20 rive 22 Me, verite a deyò sou kijan blan franse ak blan ameriken te met ansanm pou toufounen Ayiti. Byen ke se bagay ti Ayisyen aprann depi sou ban lekòl, byen ke gen anpil mounn ki ekri sou sa, mwen menm tou, tout bagay pa t fin eksplike fil an egiy, jan sa fèt nan atik jounal Nouyòk la, ki fè anpil bri. Se toupatou y ap pale, y ap ekri sou sa. Menm mwen menm, Lavwa d Lamerik, emisyon ofisyèl gouvènman ameriken an, te rele m pou n te fè youn chita pale, jedi pase, 26 Me a, kote nou te diskite kesyon an nan youn antrevi ki te dire 40 minit. Anpil verite tonbe.

Tout ansasesn se ansasen, menm si se pa ak revòlvè, kout ponya, yo fè zak yo

Kounnye a, li klè pou tout mounn ke apre anbago ke Franse ak Ameriken te deklare kont nouvo nasyon Ayiti a, tousuit apre zansèt nou yo te kwape kolon yo nan peyi a, sa pa t reyisi mete yo ajenou. Alò, nan lane 1825, plizyè gwo bato lagè rive nan larad Pòtoprens. Se Wa (Roi) Charles X (10) ki te depeche yo vini, kòmsi yo t ap mete kouto anba gòj Prezidan Jean-Piere Boyer (Bwaye) pou l siyen dokiman ke Ayiti dwe Lafrans 150 milyon fran pou sa Lafrans te pèdi ann Ayiti. Kivedi pwopriyete ak tout esklav yo. Si sa pa fèt jan yo mande l la, y ap kraze tout Pòtoprens anba kout kanno, fè sa tounen farin. Bwaye t oblije siyen. Gen ekriven ki di se te youn dappiyan menm jan ak sa nou rele « hold-up", ansasen ak gwo zam k ap vòlò tou sa l jwenn sou ou.

Menm lè montan an te vin redui a 90 milyon fran, Ayiti pa t ka peye tout kòb sa a. Alò Franse yo te egzije Ayiti prete kòb nan bank Lafrans yo ankò pou peye dèt la. Se poutèt sa yo se youn "Dèt Doub". Epi peyi a a pase plis pase 100 lane ap peye dèt la, jouk

Ansyen prezidan Jan-Bètran Aristid, eske se youn ero vre.

nan lane 1947. Gen mounn ki di jouk nan lane 1957. Men mwen menm, m sonje lè m te lekòl elemantè nan Okay, nan lane 1943 konsa, sou Prezidan Dumarsais Estimé (Dimase Estime), mwen te kontribye ti 25 kòb mwen pou repeye dèt la. Okontrè, gen youn zanmi ann Ayiti, mounn laj mwen, ki te wè sa m te ekri semèn pase a, nan seksyon ***Nouvelles Brèves*** yo, sou kesyon an, ki gentan voye di m, li menm tou li te kontribye nan pwogram ***« Payons les 5 Million an ».*** Kivedi se pa pawòl m ap fè pou m enpresyone pèsonn.

Wi, mezanmi, se konsa bann mechan yo te pran tout richès peyi a pandan malere ap mouri grangou, jouk jodi a. Epi kilès nou kwè ki vrèman te sibi pi plis nan kesyon an? Peyizan ki t ap plante kafe, paske se ak lajan kafe sitou ke dèt la te peye. Gwo mesye nan gouvènman an, nan konfyolo ak gwo zotobre ki anchay konmès entènasyonal, mete taks sou malere pou yo jwenn kòb pou peye blan franse. Fò n pa bliye ke Ayiti se te *« Number One »* nan pwodiksyon kafe, kakao, elatriye. Se Ayiti ki te pwodui plis pase lamwatye sa yo te itilize nan tout Lewòp nan lane 1800 ak 1900 yo. Wi, se sou do pòv peyizan Ayiti, bann atoufè yo t ap banbile anpil kote nan lòt gwo peyi yo. Okontrè, nan atik jounal Nouyòk la, nou vin aprann se ak lajan Ayiti yo te bati *« Tour d'Eifel »*, gwo mèvèy sa a, tou pre gwo Boulva *Champs Élysées* a, nan mitan kaptial franse a, Paris.

Pi devan, lè Ameriken wè kantite lajan Franse ap fè ann Ayiti, yo vin fè dap piyan pa yo, sitou nan mwa desanm 1914, lè gwo zouzounn *Wall Street*, nan *Manhattan*, di otorite federal yo gen anpil lò ki sere nan Bank Nasyonal Repiblik Ayiti a. Enben prezidan ameriken an depeche solda *Marines* ki rantre nan bank lan, zam alamen, vin pran lò a. Se te 500 mil dola (500 000,00 $).

Epi Ameriken vin debake anfòs, yo pase 19 an ap piye

Sa te tèlman dous pou yo, nan dat 28 jiyè 1915, Prezidan Woodrow Wilson, deside Ayiti se peyi pa yo. Li tou voye Marines anvayi peyi a, yo pase 19 lane, jouk nan lane 1934, ap piye mezi kont yo, aji ak Ayisyen tankou se youn bann esklav. Men istwa peyi a. Alò, nou konprann poukisa se Ayiti ki peyi pi pòv ki genyen nan tout zòn Lamerik la, younn pami sa yo ki pi pòv nan lemonn antye. Si kounnye a sitiyasyon Ayiti rive jan l ye a, Blan franse ak ameriken gen anpil responsablite nan sa. Se poutèt sa nou di se pa youn responsablite moral sèlman, jan Prezidan Franse a, François Hollande, te di. Kòm nou konnen nan mwa Me 2015, se premye prezidan franse ki janm debake ann Ayiti, msye te di peyi l gen youn responsablite moral anvè Ayiti. Tandiske youn jou anvan sa, lè l te pase Gwadloup, li te di se youn « dèt » ke Lafrans pral peye. San

Jak Chirak, ki te rankonkre MM Latoti et yo to pale de kesyon reparasyon an.

dout, ofisyèl k ap travay pou li yo gentan fè bouch li anvan l te rive Ayiti, paske yo konnen sa te pral anpil kòb pou Lafrans debouse pou tout abi yo te fè Ayiti.

Si Ameriken, espesyalman, ki tou pre Ayiti, gen pwoblèm ak youn bann refijye Ayisyen k ap debake lakay yo, se paske yo te met peyi a sou po dèyè l. Ayisyen, ki pa ka kontinye viv nan lanfè a, ap chache fason pou jwenn youn lavi miyò lòt kote. Se sa k fè yo pran gwo risk, pran lanmè pou yo, pou yo vin debake nan peyi ki pi rich nan Lamerik la, sitou ke Etazini dwe Ayiti tou. Men administrasyon Prezidan Biden nan anpile pòv malere yo tankou youn bann rad sal mete yo abò avyon al lage yo nan ayewopò ann Ayiti. Se pi gwo mechanste toujou.

Kisa « Plan Marshall pou Ayiti » a ye ?

Alò, se sa k fè mwen pwopoze solisyon *"Plan Marshal pou Ayiti a"*. Gen mounn, swa de bòn fwa, osnon paske se pa yo ki te vin ak pawòl la, ki di Ayiti pa bezwen okenn *"Plan Marshall"*. Ayiti bezwen Plan pa l. Yo fè kòmsi yo pa konprann mwen di youn Plan tankou *"Plan Marshall"* la. Ban m eksplike. Apre "Dezyèm Gè Mondyal", ki te kòmanse premye septanm 1939 rive 2 septanm 1945, ki te lakòz anpil peyi ann Ewòp te vin krabinen, se 16 peyi ki te vin benefisye de Plan sa a. Kongrè ameriken an te dakò pou Etazini depanse 13 milya dola pou ede retan;o Lewòp. Prezidan Harry Truman te siyen lwa a nan dat 3 avril 1948. Epi yo te

Premye minis Jera Latoti, a Pari, rankontre ak kolèg li Jak Chirak

chanje non *« European Recovery Program »* (Plan pou refè Lewòp), yo rele l *"Marshall Plan,"* paske se Sekretè Deta George Marshall, ki te vin ak lide a nan lane 1947, pou yo refè Lewòp apre yo te fin kraze l anba bonm. Se konsa Lewòp te vin kanpe byen djanm ankò apre menm mounn ki detui l yo te vin rebati l.

Enben, nou di se menm bagay la ki pou fèt pou Ayiti. Peyi ki te met ansanm pou vòlò richès peyi a, jiskaske yo lakòz li vin desann nan degre pòvrete li ye jodi a, gen responsablite pou met ansanm pou chanje sa. Men sa p ap ka fèt de nenpòt fason. Nou pran anpil move kou deja. Nou pa ka pran plis ankò.

Ayisyen se pèp ki pi konn li pase tout lòt, mande fanatik monpè a

Men si pou youn *« Plan Marshall pou Ayiti »*, osnon jan nou vle rele l, *« Plan Devlopman Ayiti »* ka vrèman reyisi, gen anpil chanjman ki pou fèt onivo lakay. Paske nou mèt di sa nou vle, aloufa lakay yo responsab tou pou sitiyasyon malouk peyi a tou. Kijan nou ka eksplike youn bann prezidan vin miltimilyonnè pandan ke peyi a vin pi pòv. Mwen konnen gen plizyè fanatik ki pa vle tande non idòl yo, ero yo a, mansyonnen lè m ap fè analiz. Men mezanmi, m ap tann pou n di m kijan Jean Bertrand Aristide (Jan Bètran Aristid), youn tipè, ki te nan legliz Sen Jan Bosko, youn pawas pami sa k pi pòv nan Pòtoprens lan, rive vin gen 800 milyon (800 000 000,00 $), selon sa nou li nan *Google*, ki aliyen msye ansanm ak tout lòt milyonnè Ayiti yo, menm milyonnè sa yo li te konn ap denonse kòm zanmi *« zwazo mechan yo »*, ki fè pati gwoup *« kapitalis se peche mòtèl »* la.

A wi, m tande gen fanatik ansyen monpè a ki di li te ekri youn liv an franse ki rele « *Tout Homme est un Homme* » ki te rapòte l anpil. Kòm kwa Ayisyen se ta pèp ki pi konn li pase tout lòt pèp sou latè! Avèk anviwon 40 pou san (40%) mounn ki pa konn li ann Ayiti, menm si tout 60% ki konn li yo te achte liv la, sa pa t ap ka rive nan tout milyon sòèa yo Aristid genyen kounnye a.

Antouka, mwen pa gen kras pwoblèm ak kesyon ke gen youn premye Ayisyen ki vin miltimilionnè nan vann liv. Men nan lespri transparans, ansyen ti pè a ki fè pati gwo chabrak yo kounnye a, ka fè youn bagay pou fèmen bouch tout mounn. Fè sa Konstitisyon an mande a, ke jiskaprezan li p janm fè. Rapòte ofisyèlman konbyen lajan li te genyen anvan l te pran pouvwa a nan lane 1991, epi konbyen lajan li te vin genyen apre yo te « kidnape l » la nan dat 29 fevriye 2004 la. An plis de sa, toujou nan lespri transparans, li ta sèlman montre, *« preuve à l'appui »*, jan yo di an franse a, konbyen liv li te arive vann. Sa k gen la a li pa ka fè a. Mezanmi, ban m van pou m al Lagonav, tande!

Pa ka gen « Plan Marshall » ak vòlè, menm « Bandi legal » opouvwa

Se pa sèlman Aristid, ki te denonse vòl Franse yo nan diskou li te fè nan lane 2003 a, ki pa anmezi de fè anyen ak lajan reparasyon y ap pale a. Lè sa rive fèt vre. Lòt prezidan ki te vin apre l yo, tout ki vin milyonnè, menm miltimilyonnè tankou Michel/Michael Joseph Martelly (Mateli) ak defen Jovenel Moïse (Moyiz) pa ta ka nan okenn pozisyon pou resevwa lajan reparasyon an. Nou konnen sa yo t ap fè avè l. Li t ap disparèt menm jan ak plis pase 4 milya lajan PetwoKaribe a, osnon tout lòt 13 milya lajan tranbleman d tè 2010 la. Toutotan se dwèt long siperyè ki anchay peyi sa a, osnon k ap ranmase pou ede peyi a, pa gen okenn lajan reparasyon pèsonn pral lage nan men yo.

Nou ka wè ke Ariel Henry (Aryèl Anri) konprann sa. Li pa di kwink nan kesyon atik jounal Nouyòk la. Se kòmsi li pa okou-

Ale nan paj 14

Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

(Cuba, Nicaragua and Venezuela) that have failed to meet the litmus test of democracy, according to the Biden administration. No problem, however, with Haiti, the illegitimate de facto Prime Minister of which has received his invitation. Depending on circumstances, he may even be the star at this summit, though the catastrophe that Haiti represents for almost all participants is not on the official agenda.

According to the agenda of the "Ninth Summit of the Americas," June 6-10, the theme is ***"Building a Sustainable, Resilient and Equitable Future."*** This, the Biden administration states, is based on *"priorities and concerns"* shared by the participants, both government officials and civil society groups. They include the *"COVID-19 pandemic and the cracks it exposed in health, economic, educational and social systems; they include threats to democracy; the climate crisis; and a lack of equitable access to economic, social and political opportunities that places a heavy burden on the most vulnerable and underrepresented among us."*

Haiti deserves to be officially on the agenda

One would have thought that the catastrophe in Haiti would have been part of that agenda. For, all aspects of life are severely affected, as the country finds itself under the assault of gangs, that have made life unlivable in Haiti, thus the stream of Haitian refugees flocking to almost all the countries of the Western Hemisphere, from the Dominican Republic, next door, Cuba and the Bahamas next, all the way to Chile in South America and all the countries in between, right up to the United States border with Mexico.

Why isn't Haiti high up in the agenda of the summit? We won't tire in repeating that for President Biden, whose summit it is, Haiti doesn't deserve that much attention. Apparently, he has not updated his mindset from that of the young senator who, in 1994, is seen stating: *"If Haiti just quietly sunk into the Caribbean, or rose up 300 feet, it wouldn't matter a whole lot in terms of our interests."*

That's not the view of Florida's Republican Senator Marco Rubio, who believes that *"Haiti and its migration crisis [should be] a focus during the upcoming gathering of hemispheric leaders in Los Angeles."* So was he quoted in a story of *The Miami Herald*, May 26, with this headline: ***"Haiti's instability should be high on Summit of the Americas agenda."***

Haiti's plight makes for risky decisions

As if to underscore the problem that Haiti represents for its neighbors, in the evening of May 24, a group of 842 Haitian would-be refugees on a vessel heading to the U.S. accosted at Villa Clara, in central Cuba, some 180 miles east of Havana. Red Cross officials, who arranged to temporarily house the distraught folks at a tourist campground, said the group included 97 women and 70 children. An AP story of the saga states, *"[This] appeared to be the largest group seen yet in a swelling exodus from crisis-stricken Haiti."*

The Cuban President Miguel Diaz-Canal won't participate even if invited.

It's a heart-rending story, when learning about what the people endured while trying to escape from the "hell-on-earth" that Haiti has become. For example, the AP quotes 19-year-old Joyce Paul, who said, *"We were on Tortuga Island for two months waiting for the trip until last Saturday [May 21] when at five in the morning they took us to the boat."* Imagine that it was "$4,000 per person" for the trip. In addition, it wasn't smooth sailing, as *"15 people threw themselves into the sea because they couldn't stand hunger."* And on that Tuesday evening (May 24), the captain of the vessel got in a small boat and escaped, leaving them all stranded.

The situation in Haiti is such that people rather risk their lives in trying to make it to shores that are more clement. This paragraph tells the story in stark terms: *"A crumbling economy and a spike in gang-related violence and kidnappings in Haiti has prompted thousands of Haitians to flee their country in the past year. Human rights activists in Haiti say those fleeing believe they are safer taking the risk on an overcrowded boat than staying in their country."*

As the Haiti dossier goes viral, the "Summit" cannot escape discussing it

The situation causing a constant stream of Haitians from their country should be discussed at the ***"Summit of the Americas,"*** especially at a time that the story of Haiti's impoverishment has gone viral, since a series of articles in *The New York Times*, beginning May 20, have disclosed in minute details the role of France and the United States in robbing the country of between $21 and $115 billion during more than a century, in the biggest and most onerous heist in history.

Haiti did not have to be in such abject poverty. It could have developed into a prosperous country as its neighbor, on the same island, the Dominican Republic, and all the other countries of the region, if it had not been saddled with the so-called "Double Debt" in paying reparations to the former slaveholders and their heirs all these years. In addition, if U.S. Marines armed to the teeth had not landed in Haiti in December 2014, to grab the gold reserves from Haiti's National Bank, at the urging of Wall Street honchos, the country would not be in the state it is today. That was equivalent to $500,000, which was used to set up stock market operations in Wall Street, with Citibank of New York, precursor of current Citibank prominently involved.

Now it's time for reparations in reverse, to make Haiti the shining star it should have been from the beginning, when our ancestors defeated the slave masters on the battlefield. However, good management of funds recuperated or of programs undertaken with such funds would require the establishment of an honest leadership at home, with transparency and anti-corruption the guiding principles of an enlightened governance.

I contend that, if Haiti doesn't make it into the agenda of the Ninth Summit of the Americas, next week, with discussions leading to a resolution, which provides for a major development program in Haiti, not unlike the "Marshall Plan" in Europe after World War II, President Biden's "Summit of the Americas" will have missed the mark.

An Update on the deleterious effects of mass repatriation of Haitians and more

Human Rights Watch, based in Washington, sounded the alarm in a lengthy statement issued last March 24, about *"Haitians being returned to a country in chaos,"* by urging a change in policy. *"The U.S. and all other countries should stop expelling or deporting people to Haiti, where they face a high risk of violence and have no effective access to protection or justice."*

In making its plea, the watchdog organization painted a grim picture of life in Haiti. *"Haiti is suffering alarming levels of killings and kidnappings by gangs that control strategic areas of the country, in a situation compounded by longstanding impunity for human abuses and crimes amid a humanitarian crisis."*

Republican Senator Marc Rubio against Cuba's President's participation.

The main culprit of the heartless policy of returning would-be Haitian refugees to a country in deep crisis is the United States. According to International Organization for Migration (IOM), *"from January 1, 2021 through February 26, 2022, 25,756 people were returned to Haiti by flight or boat, including 4,674 children."* It further noted, *"In total, 18 percent of returnees were children, although that proportion increased from 16 percent in 2021 to 25 percent in the first months of 2022."* Let this sink in: The U.S. accounted for *"79 percent –20,309 people—, while the Bahamas, Cuba, Turks and Caicos Islands, Mexico, and other countries returned the rest."*

The IOM figures don't reflect what the Dominican authorities have been doing with the Haitians. According to GAAR, French acronym for " *Groupe d'-Appui aux Rapatriés et Réfugiés* " which champions the cause of the repatriated and the refugees, " *in a matter of two weeks [recently] 1,700 Haitian migrants were caught* " at the border between the two nations, *"including 76 children."* They were detained and repatriated, said Joseph Mike Lysias, the GAAR coordinator, who assets that things must change in Haiti.

That's miniscule in comparison to the massive deportation of Haitian workers from the Juan Bosh community, denounced on May 24 by Claude Joseph, Haiti's former Minister of Foreign Affairs. Indeed, the Haitian authorities should heed the advice of Mr. Lysias of GAAR who, previously, said, *"The Haitian authorities must restore security, create jobs, promote access to basic social services and establish a reintegration plan for returning migrants."*

* Democrats in Congress call for "urgent" help for Haiti to combat hunger

In a letter to Samantha Power, the administrator of the U.S. Agency for International Development (USAID), 41 Democrats in the House calls on her to expand food aid to Haiti where, according to the UN's World Food Program, 4.4 million of the population of 10.9 million face food insecurity. As reported in *The Hill*, on May 25, the legislators say they *"believe there is an urgent need for our governments to act regarding food aid arriving in Haiti and U.S. food assistance broadly."*

In their letter, the Congress people call for working with local authorities, in effect pleading for a decentralization of power, which is concentrated in Port-au-Prince, the capital. Interestingly, the hunger in Haiti has been exacerbated by the war of the Russians in Ukraine, which is a major exporter of flour products, the production and distribution of which have been disrupted by the hostilities engulfing large parts of Ukraine. As the saying goes, "the world is small" and intertwined.

*A headline in The New York Sun is a wake-up call in a deteriorating situation

"Gangs, inflation and political crisis bring Haiti economy to brink," reads *The New York Sun* headline, last Saturday, May 28, reporting in full an *Agence France Press* dispatch from Port-au-Prince concerning the deterioration of the situation in Haiti. We recommend this story, which can be accessed on the internet. It is a thorough analysis, embracing all aspects of the society now haunted with *"the specter of 2008 food riots [hanging] over Haiti while wheat prices are also soaring due to Russia's war in Ukraine, the two leading grain-producing countries."*

With an ineffective de facto Prime Minister at the helm, since the assassination of de facto President Jovenel Moïse last July, without a working legislature, and the proliferation of gangs, *"Businesses flee to the Dominican Republic,"* it's stated. Reflect on this quote from Gregory Brandt, president of the Franco-Haitian Chamber of Commerce and Industry: *"Over the 2021-2022 fiscal year, Haitians have invested $250 million in the Dominican Republic."*

Based on the foregoing, the

Continued on page 14

Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 8

Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 9

Lekòl Leta NYC

pale lang ou pale a

Mande sèvis lang nan lekòl kote pitit ou ye a!

Pou plis enfòmasyon oswa pou bay opinyon w sou sèvis lang:

schools.nyc.gov/Hello

NYC Department of Education

Translation and Interpretation Unit

Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 10

ÉDITORIAL

Les gangs armés d'Haïti : Un État dans l'État

Le phénomène de l'insécurité, surtout dans sa version kidnapping contre rançon n'est pas exclusivement haïtien. À cause des activités intenses des hommes illégalement armés en Somalie, une épithète violente est née : la « *somalisation*». Au Nigéria, le pays doté de la plus forte population du continent africain, l'on combat, depuis plus d'une décade, les insurgés du Boko Haram, dans le nord-est. La situation sécuritaire se complique encore davantage, à la faveur de l'alliance des gangs armés avec les extrémistes en rébellion. Mais rien de comparable à ce qui se passe en Haïti.

Les guerres civiles qui se s'étaient déroulées, durant plus d'une année ont, certes, modifié la composition géopolitique de la Somalie, qui a fini, par la suite, à mettre en place un gouvernement fédéral modelé sur un État moderne. Bien que celui-ci contrôle politiquement, économiquement et en matière de sécurité la plus grande partie de ce pays, il ne peut avoir raison des groupes séparatistes. Ces derniers mènent des attaques terroristes style guérilla, tenant les forces armées et la Police mobilisées presqu'en permanence, mais ne contrôlent aucun espace du pays, sinon les lieux où ils élisent leurs cachettes.

Quant aux gangs armés du Nigéria, bien qu'ils représentent un défi certain pour les forces de l'ordre, ils se gardent de s'exposer aux contre-attaques meurtrières des défenseurs de l'État. En ce qui concerne les gangs de Boko Haram, en particulier, depuis sa création, en 2009, ils ont perpétré des actions spectaculaires faisant d'eux, tout au moins, une force à respecter. De la date de son déploiement à récemment, ils ont provoqué 2,3 millions de déplacés, tué plus de 59 enfants dans l'incendie d'une école pour garçons; fait au moins 4 600 victimes par assassinats, en 2014; en sus de l'enlèvement de 276 élèves d'un établissement scolaire pour filles, qu'ils ont gardées en captivité pendant des mois.

Bien que Boko Haram soit bien présent, en tant que groupes armés illégaux au Chad, au Niger et au Cameroun septentrional, à l'instar de leurs alliés de la Somalie, ils se confinent dans la clandestinité, faisant de la guérilla urbaine leur mode opérationnel.

Quand on parle des gangs armés d'Haïti, ils n'ont de commun avec leurs collègues africains que l'insécurité qu'ils maintiennent sur tout le territoire national, mais presque singulièrement à la capitale. En Haïti, contrairement à la situation sécuritaire prévalant à Somalie, au Nigéria et aux autres pays mentionnés, la Police nationale, l'unique force de dissuasion réelle, excluant l'armée moribonde, dont dispose le pays se trouve dépassée et tenue en respect par les bandits. Nonobstant les opérations dont ses porte-paroles qualifient de « *musclées* » que ses unités lancent occasionnellement contre ces groupes armés et celles menées, qui ont abouti à la mort de certains brigands, ainsi qu'à l'arrestation de dizaines d'autres, la population, victime de leurs attaques criminelles, est encore aux abois. Autrement dit, ces hommes illégalement porteurs d'armes de guerre, se substituent aux autorités, s'ingéniant à imposer leurs lois dans les domaines de leurs compétences.

Certes, les gangs armés ont prouvé leurs capacités à se mesurer à la Police, ayant progressivement, au fil des ans, établi leur suprématie, par rapport à leur force de frappe. Car dotés de meilleurs armements et ayant à leur disposition une source inépuisable de munitions introduites illégalement au pays, grâce à la collaboration et à la générosité des autorités étatiques mettant à contribution l'administration publique, notamment l'Administration générale des douanes (AGD).

Incontestablement, les gangs s'imposent par leurs capacités de rançonner les citoyens, se donnant l'autorité d'imposer sur eux ce qu'ils appellent des «*taxes* ». Cette semaine encore, le chef du gang de Carrefour, Crisla, qui exigeait le paiement de 1 000 dollars de chaque chauffeur d'autobus qui veut traverser sans encombre le territoire qu'il contrôle, doit, désormais, verser USD 2 500 chaque semaine. À son tour, celui de Martissant, menace de faire autant si les victimes acceptent d'obtempérer à cette décision.

Au nord de la capitale, les habitants sont en butte aux exigences du gang «*400 Mawozo* », dont le dirigeant intérimaire s'appelle Wilson Joseph, alias *Lanmò Sanjou*. D'ordre de celui-ci, ce groupe rançonne, sous forme de taxes, les personnes qui fréquentent, à titre de vendeurs, le marché de Croix-des-Bouquets. Comme pour signifier la supplantation des autorités municipales, ces hommes ont même, une fois, assumé la responsabilité d'enlever les détritus qui s'y accumulait.

Ayant pris goût de cette pratique, ces malfrats ont tenté de faire les mêmes sommations aux propriétaires de maison de cette commune, ayant même, dans le cadre de cette démarche, annoncé leur intention de collecter l'impôt locatif. Si l'idée n'a pas été effectivement mise à exécution, le fait d'avoir le toupet de concevoir une telle idée en dit long du mépris de l'autorité de l'État affiché par de ces bandes de criminels.

Cette velléité des bandits, de se substituer aux dirigeants du pays se manifeste dans d'autres circuits du transport en commun. Non seulement ils rançonnent les acteurs du transport en commun, en sus des automobilistes qui empruntent la Nationale numéro 1, au nord de la capitale, leurs agents armés sont aux aguets opportunément à des stations d'embarquement de passagers. Les chauffeurs d'autobus et d'autres véhicules préposés au transport public se voient imposer des rançons exorbitantes, les forçant à augmenter les tarifs auxquels sont soumis les passagers.

En compétition ouverte, par rapport aux forces de l'ordre, à l'échelle nationale, les gangs armés font la loi dans le monde du transport en commun. Quand ils n'exigent pas de rançon des chauffeurs, ils détournent les véhicules avec les passagers, un phénomène devenu monnaie courante sur les routes nationales.

Mais les gangs armés des communes situées au sud de Port-au-Prince, le long de la Route nationale numéro 2, ont effectivement pris le contrôle de cette zone, qu'ils ont transformée en territoire interdit à la Police et aux Forces armées d'Haïti (FAd'H) remobilisées mais restée atrophiées. Cela se traduit par l'abandon de ces communes aux malfrats et l'isolement total de quatre départements (Sud-Est, Sud, Grand'Anse, Nippes) et une partie de l'Ouest, aux bandits. Pas de transport en provenance de ces régions du pays, à destination de la capitale depuis exactement un an aujourd'hui même, 1er juin. Aussi, le Premier ministre de facto et son gouvernement, en sus des forces de l'ordre se sont-ils résignés à se faire évincer, sans faire le moindre effort de chasser les criminels.

Indéniablement, en Haïti, les gangs armés représentent un État dans l'État. Par sa négligence, sa pusillanimité, mais surtout par sa coopération avec les bandits, le Premier ministre de facto n'affiche aucun intérêt de changer la donne. Au bout du compte, on peut tout simplement dire qu'il n'y a pas de gouvernement dans ce pays. C'est inacceptable !

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514.321.6434
12 Haïti Off Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M3X7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valentin
13 K Avenue Faidherbe, Ist Rt Apt. 11
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe:
☐ 48.00 $ US. pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF. pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US. pour six (6) mois
☐ $140.00 US. pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS. pour six (6) mois
☐ 125 EUROS. pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat français

Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 11

EDITORIAL

Haiti's armed gangs: A state within a state

The insecurity phenomenon, especially in its kidnapping-for-ransom version, is not exclusively Haitian. Because of the intense activities of illegally armed men in Somalia, a violent epithet was born: "Somalization," applicable broadly. In Nigeria, the country with the largest population on the African continent, the Boko Haram insurgents in the northeast have reigned supreme for more than a decade. The security situation in Nigeria is further complicated by the alliance of armed gangs with rebel extremists. However, it's nothing to compare with what's happening in Haiti.

The civil wars having taken place over several years certainly changed the geopolitical makeup of Somalia, which eventually established a Federal government modeled on a modern state. Although the Federal government has political, economic and security control over most of the country, it still doesn't control the separatist groups. The latter carry out guerrilla-style terrorist attacks against the armed forces and the police, mobilized almost constantly. Therefore, the criminal groups don't really control any part of the country, except for their hiding places.

As for Nigeria's armed gangs, while they pose a definite challenge to law enforcement, they are wary of exposing themselves to lethal counterattacks by regular forces of law and order. In the case of the gangs of Boko Haram, in particular, since its inception in 2009, they have carried out some spectacular actions that, at the very least, make them a force with which to be reckoned. From 2009 until recently, they have caused 2.3 million people to be displaced. They've killed more than 59 children when they burned an all-boys school. They've also killed at least 4,600 people in 2014, and abducted 276 students from an all-girls school, holding them captive for months.

Although Boko Haram is present as illegal armed groups in Chad, Niger and Northern Cameroon, following in the footsteps of their allies in Somalia, they remain clandestine, while using urban guerrilla warfare as their operational mode.

As to the armed gangs in Haiti, they have nothing in common with their African counterparts, except for the insecurity they maintain throughout the nation, especially in the capital. Concerning the security situation in Haiti, unlike what it is in Somalia, Nigeria and the other countries mentioned, the Haitian National Police (French acronym PNH), the only real deterrent force, excluding the moribund army, it is overwhelmed and held in check by the bandits. Notwithstanding boasting by the spokesperson of the PNH regarding some so-called "tough" operations by PNH units launched occasionally against the armed bandits, at times resulting in killing some and the arrest of a dozen or so, the population is still not secured. Some citizens are still victimized by criminal attacks. As it is, those armed guys are substituting themselves to the authorities, imposing their own laws wherever they can.

Undoubtedly, the armed gangs have proven their ability to compete with the Police. Gradually, over the years, they've established their supremacy in the realm of firepower. They're equipped with more sophisticated weapons and have inexhaustible supply of ammunition smuggled into the country thanks to the collaboration and generosity of state authorities in cahoots with those administering Customs. Thus, the gangs have all they need to defeat the Police.

Unquestionably, the gangs have built themselves a reputation for being able to kidnap and hold citizens for ransom. They also exercise their authority by imposing, at will, what they call "taxes" on the population in their jurisdictions. Just this week, the leader of the Carrefour gang, known by his war name of Crisla, had a change of heart. From demanding payment of $1,000 weekly to each bus driver crossing the territory he controls, he jacked that up to $2,500. In turn, Izo, as he is known, the gang chief at Martissant, further south from Port-au-Prince, has threatened to do the same, provided the victims agree to comply.

Meanwhile, north of the capital, the inhabitants must contend with the demands of the *"400 Mawozo"* gang, whose interim leader is Wilson Joseph, alias *Lanmò Sanjou* (Death Unexpectedly). On orders of the chief, this group imposes taxes on the merchants and vendors who have stands at the marketplace of Croix-des-Bouquets. Going the limit, in eclipsing the municipal authorities, bandits even once assumed the responsibility of removing the garbage that had accumulated in town.

The thugs have gone overboard in their attempt to issue summons to homeowners who should pay them property taxes, which they intend to collect in due time. If that has not been implemented yet, it's still unnerving that they had the temerity to declare their intention. That speaks volume about the contempt displayed by these criminals of the authorities.

The power grab of the bandits, neutralizing the regular leaders, is experienced in public transportation. On National Highway No. 2, south of the capital, they extort ransom money from chauffeurs of public transport vehicles, as well as of regular motorists. Their armed agents are always on the lookout at passenger boarding stations to alert their comrades about what to expect. To contend with that kind of extortion, the bus drivers find themselves in the awkward situation of raising passenger fares.

In open competition with law enforcement, nationwide, it's obvious that the armed gangs have extended their rule on the public transportation industry. When they don't demand ransom from drivers, they do worse. They hijack the vehicles with all the passengers, a phenomenon that has become somewhat commonplace on Haiti's main national roads.

In that light, the armed gangs in the communities located south of Port-au-Prince, along National Route number 2, have effectively taken control of that whole area, now forbidden territory to the National Police (French acronym PNH) and the remobilized Armed Forces (French acronym FAd'H), a puny force indeed. In the process, the regular law and order forces have abandoned the communities to the thugs who have successfully isolated four of the country's 10 departments from the capital. Thus, no regular traffic to the Southeast, South, Grand'Anse and Nippes, plus part of the West, on orders of the bandits. This has been the situation since a year ago today, June 1st. And the de facto Prime Minister, in charge since last July 20, has done nothing. He has not mobilized his government and the forces of law and order to dislodge the criminals, leaving all to conclude that he's in cahoots with them.

Undeniably, in Haiti, the armed gangs represent a state within a state. By their negligence, their pusillanimity, but above all by cooperating with the bandits, the leaders of Haiti show no interest in bringing change to the situation. In the final analysis, we're left awestruck, realizing that there's no government in Haiti. Which is unacceptable!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Sème étage
Port-au-Prince, Haïti
tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514.321.6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, Rt Rt Appt. 14
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 12

Sports

Suite de la page 16

utes meilleures au monde, la communauté de la langue et de culture et même nos affinités avec l'ancienne mère-patrie où vivent près d'un million des nôtres. En tout cas, cela a porté fruit, car, jamais dans l'histoire, Haïti n'a, autant que ces dix dernières années, de succès patents en football.

Ni autant de jeunes joueuses expatriées en football, ce qui facilitait beaucoup le rêve de jeunes de talent désireux de faire carrière dans le jeu; parallèlement cela motivait et encourageait beaucoup d'entre eux, nés et formés en France, à rejoindre les sélections haïtiennes les rendant plus compétitives, plus les résultats des sélections sont brillantes plus est la tentation des clubs étrangers à intégrer des Haïtiens dans leur effectif.

L'idée est que notre pays profite au maximum en football de ses fils nés à l'étranger ou obligés d'aller chercher une vie meilleure ailleurs de contribuer à la gloire de leur pays d'origine. Donc, il était presque logique de choisir de retenir comme modèle la France dont le sport le plus pratiqué est le football.

Cette image et réputation d'Haïti formant de bonnes joueuses de football vient de prendre un élan supplémentaire, en cette fin de saison 2021/2022, puisque, dans une liste très réservée et sélective de joueuses s'étant distinguées pour la saison s'achevant. Celle liste de nominées comporte, honneur suprême, pour la saison, qui se termine, deux (2) joueuses haïtiennes, un grand honneur, et surtout un exploit, mais aussi la preuve que la formation dispensée et réalisée à Camp Nous est de toute première qualité.

D'abord, Corventina Dumornay Melchie Daëlle, à peine arrivée en France, il y a quelques mois, en septembre 2021, pour une portion de la saison, elle a figuré dans la liste des grands espoirs du Championnat de France D-1. Dommage que notre star n'ait pas remporté la palme, car au regard de ses statistiques, ses performances étaient plus marquantes, surtout qu'elle ne joue pas dans un des clubs de gros cylindrés, en sus qu'elle n'est pas encore bien connue des joueuses évoluant là-bas, vu que le privilège de voter était réservé uniquement aux joueuses, cela explique que notre jeune vedette n'a pas été finalement couronnée, car, encore peu connue parmi les licenciées des clubs, mais au regard des performances de chacune des nominées, notre Melchie avait la page la plus brillante. De toute évidence, figurer dans cette liste restreinte était déjà une brillante distinction.

La grosse distinction est le prix remporté par Batcheba Louis. Quelle consécration pour elle, mais surtout pour notre football féminin et, mieux encore pour Camp Nous, distinguée pour le plus beau but marqué dans le Championnat de France cette saison.

En effet, Batcheba Louis et Corventina, gros exploits pour

Corventina Dumorney.

Haïti, avec deux joueuses nominées en fin de saison; sur la photo, lors de la cérémonie qui a réuni les stars du football, au Centre Clairefontaine, une telle prouesse, dans un championnat de si haut niveau, dans le pays reconnu comme leader, en matière de formation de football, la jeune Capoise des Tigresses, arrivée en France, à Issy les Moulineaux, il y'a quatre ans, est de la première promotion de Camp Nnous. Aussi élégante qu'imprévisible, balle aux pieds, timide, un peu légère, mais inspirée avec une technique impeccable, bien dans la tradition capoise et nordiste, Sheba s'est révélée comme un perle rare, qui s'est tout de suite imposée comme un oiseau rare, irrésistible dans la surface adverse. Cela n'est pas étonnant qu'elle ait été convoquée en équipe nationale, par l'entraîneur national Chuck Borowski pour jouer contre l'Irlande, à Miami, en 2013, à l'âge de 16 ans avec l'équipe senior A, à l'époque en stage permanent à Indiana pendant 4 ans, un but royal, superbe, jamais vu. Tous ceux, qui ont vu le but ayant valu à Sheba cette distinction, restent ébahis, séduits et étonnés, car on voit des joueuses marquer dans tous les registres, mais en retourné acrobatique (*2 pye kole*, comme on dit chez nous, dos au but) est un geste extrêmement rare chez les filles, surtout avec une reprise du ballon à un niveau plus bas que celui de la taille. Royal !

Batcheba Louis est née d'une famille capoise nombreuse, chrétienne, maladivement attachée au football et a été découverte par le club d'Issy, via la TNH, qui retransmettait un match Haïti Vs Guadeloupe. Lors, en D-2, ce club avait alors comme manager le fils de l'entraîneur Marc Collat. Depuis cinq saisons, elle est une pièce maîtresse de ce club avec lequel elle a connu l'ascension en D-1. D'aucuns pensent qu'elle aurait dû déjà évoluer dans un club plus huppé. Une question que de nombreux compatriotes se posent, mais le drame de nos joueuses, en France, a commenté, cette semaine, une radio capoise, est de n'avoir pas un agent honnête et intègre, d'être quasiment esclaves et prisonnières d'un racketteur immoral. Beaucoup d'Haïtiens ne comprennent pas, non plus, comment Corventina, qui avait réussi son stage avec O de Lyon, elle est convoitée par des clubs anglais et espagnols, comment et pourquoi elle n'a pas atterri, elle, meilleure jeune joueuse au monde dans un très grand club ?

Ces deux distinctions font comprendre la raison de la grosse colère des clubs haïtiens contre les dirigeants de la FHF, car ce succès confirme l'excellence du travail de formation, qui se réalise à Camp Nous, qui fait qu'en l'espace de quelques années le football féminin connaissait une ascension époustouflante et devait encore monter plus haut avec les académies régionales installées dans toutes les villes de province, en sus de commencer la formation des jeunes garçons et fillettes, dès l'âge de 6 ans, allait permettre au football haïtien de lancer chaque année beaucoup de jeunes pros sur le large et grand marché du football, qui s'étendait, autrefois, à l'Europe de l'-Ouest, et qui, aujourd'hui, inclut l'Est de l'Europe, l'Asie, et même l'Afrique. Comme ceci avait été annoncé, la FHF voulait aider le pays à combattre la misère et la pauvreté, via le football, en plaçant, comme le soulignait la presse haïtienne, de jeunes footballeurs et footballeuses, à l'instar du Nigeria, di Ghana, du Sénégal, etc., dans cet énorme et riche marché mondial du football, désormais nous est fermé, les académies régionales hors de service, le football féminin se résume au petit noyau qui a eu le temps de signer en France. Cela veut dire, au niveau des seniors, Haïti peut encore faire illusions avec quelques résultats, mais derrière ce petit groupe, heureusement encore jeune, les académies fermées, il n'y a aucune possibilité qu'émèrgent d'autres Nerlia, Batcheba, Sherly... alors que la relève était déjà en pleine préparation, avec des U-17, des U-14, U-12 et U-10, U-7, le scandale est monté de toutes pièces pour détruire ces beaux programmes, par quelques employés du football qui estimaient que c'était trop de dépenses, ils ont donc, cherchant à s'enrichir, au détriment du sport roi, leur première démarche a été d'arrêter tous ces beaux programmes, de n'organiser plus de championnats nationaux, de licencier les coaches (39 coaches à Camp Nous, et 223 dans les académies de province, d'oublier arbitres, commissaires de matches, journalistes, de réduire les dépenses, au point que les équipes nationales, au lieu d'aller en stage à Bradenton, ou dans un centre de haut niveau, pendant un à deux mois, pour être au top avant les compétitions, de rechercher de grands adversaires amicaux du niveau du Chili, de l'Argentine, a plutôt, à San Cristobal, quelques jours avant ces matches, sans aucune confrontation amicale.

Voilà donc, la destruction programmée du football haïtien dont les auteurs ne sont que des Haïtiens se faisant volontiers des collaborateurs d'étrangers, notamment Romain Molina, mercenaire à la solde d'individus en tapinois.

J.B.

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

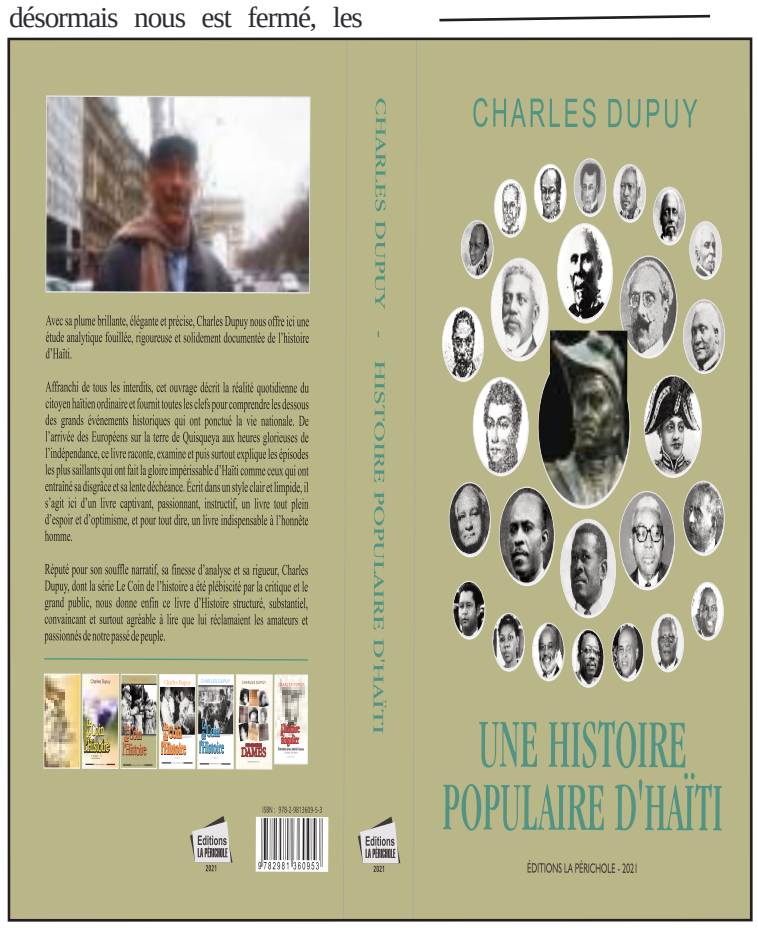
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 13

LA RENÇON DE L'INDÉPENDANCE D'HAÏTI IMPOSÉE PAR CHARLES X

Complot du tandem France-USA pour escroquer une jeune nation

La restitution de cette dette : Incontournable responsabilité de ces deux bénéficiaires...

Suite de la page 1

opportun de redonner une virginité politique à l'ex-prêtre de Saint Jean Bosco.

En effet, on a lu des textes au sujet de M. Aristide, sur les réseaux sociaux, rappelant qu'il a été victime d'un coup d'État pour avoir, en 2003, demandé à la France de restituer la « *dette de l'indépendance* » à Haïti.

Sans s'attarder sur les détails relatifs aux initiatives ayant mené à la chute de ce dernier, il faut préciser que les apologistes du prêtre défroqué imputent sa déconfiture à un complot américano-français, les mêmes acteurs qui, en 1825, avaient mis ensemble leurs ressources pour arracher 150 millions de francs or à Haïti. Tous, s'exprimant d'une seule voix, répètent que, victime d'un premier coup d'État, en septembre 1991, Jean-Bertrand Aristide a dû refaire cette même expérience cruelle et anti-démocratique, en février 2004.

Mais l'ambassadeur américain James Foley, alors chef de la Mission des États-Unis, à Port-au-Prince, a décidé de répondre aux tenants de la théorie « *coup d'État contre Aristide* », de remettre les pendules à l'heure et de replacer les faits dans leurs vérités historiques. Il réaffirme la vérité selon laquelle il avait, suite à la demande de l'ex-président Aristide, décidé de l'aider à quitter la capitale haïtienne, de faire les démarches, de concert avec les Français, afin d'obtenir les moyens de son transport hors d'Haïti.

Il est on ne peut plus curieux de constater que, tous les auteurs de textes visant à colporter la théorie du coup d'État contre Aristide se basent sur des « *ouï-dire* », répétant des événements dont les promoteurs ne sont pas en mesure d'en établir la véracité. Il en est de même du professeur Selwyn Cudjoe, qui a sorti son texte à ce sujet, à l'organe de presse en ligne *TrinidadExpress.com*, édition du 28 mai.

Ce dernier cite, avec raison, M. Aristide, dans son intervention sur l'opération criminelle dont Haïti a été l'objet, en ces termes : « *Les racines de la dépossession d'Haïti résident carrément dans les actions rapaces des États-Unis et de la France. Ils devraient être obligés de payer pour leur violence contre les pauvres en Haïti* ».

Pour autant qu'on devrait souscrire à cette dernière phrase de M. Cudjoe, il faut, toutefois, le mettre en garde contre tout velléité de faire l'apologie de Jean-Bertrand Aristide pour la mauvaise raison. Car, il y a de quoi se couvrir de honte de s'associer, à quel que niveau que ce soit, au prêtre défroqué dont ses partisans s'acharnent à taire les travers, les tares et les dérives.

Infractions financières et crimes de sang

Il est impensable que, en dépit des USD 800 millions $ que représente sa fortune, tel qu'étalé dans Google, Jean-Bertrand Aristide puisse engloutir des millions dans ce travail, d'un bout à l'autre, du *NYT*. Car l'origine du financement de cette œuvre se trouve ailleurs. Cela n'empêche à ses défenseurs et ouailles de s'afficher en resquilleurs, en sautant sur les articles du quotidien new-yorkais. En tout cas, c'est de bonne guerre !

Mais il est immoral de passer sous silence le Jean-Bertrand Aristide, qui a fait « *serment de chasteté et de pauvreté* ». Mais qui s'est montré, à la tête du pouvoir exécutif, le contraire de ce qu'il devrait être et auquel s'attendaient tous ceux qui rêvaient du renouveau du pays, de la modernisation de l'État et du lancement du développement durable. Quoiqu'il puisse dire et faire, le prêtre défroqué ne pourra jamais se défaire de l'héritage d'infractions financières et de crimes de sang dont est peuplé son héritage.

En effet, de retour d'exil, de Washington, derrière quelque 20 000 soldats américains obéissant aux ordres du président démocrate William Jefferson Clinton (Bill), Aristide s'est immédiatement mis au travail de démantèlement des Forces armées d'Haïti (FAd'H). Sous la supervision de la MINUSTAH (Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti) il s'est donné pour tâche de construite la Police nationale d'Haïti (PNH), qu'il voulait utiliser comme instrument de répression et de représailles.

Il a réussi à introduire, au sein de cette nouvelle force, des voyous, qui figuraient parmi ses partisans. Aussi, sans soumettre ces criminels au processus normal d'enquête personnelle requise par les règlements de la PNH, y les a-t-il embrigadés, sans autre forme de procès. Dès lors, parallèlement à ses policiers dévoyés évoluant dans la PNH, à qui sont confiés des contrats d'assassinats politiques, de professionnels et de membres de la société civile perçus comme des opposants, il montait ses « *organisations populaires* », dont les membres, majoritairement armés de machettes, mais détenteurs aussi de quelques armes à feu, entretenaient la terreur dans les zones défavorisées. On ne saurait oublier les « *Lame ti-manchèt* », « *Lame dòmi nan bwa* ». l'« *Armée Saddam Hussein* », ou encore l' « *Armée Cannibale* », et bien d'autres, qui avaient reçu carte blanche d'Aristide pour faire régner la terreur.

Dans le cadre du programme criminel d'Aristide, il faut mettre sur la liste de ses victimes, les journalistes Jean Léopold Dominique, l'avocate Mireille Durocher Bertin, ainsi que son client, le pilote Eugène Baillergeau jr., les hommes d'affaires français d'origine haïtienne Claude Bernard Lauture et Michel Gonzales, la policière Christine Charles-Jeune, Dr Jimmy Lalane, Jean-Claude Louissaint, gardien de la station Haïti Inter, la radio de Dominique, Dr Harry Bordes, général Max Mayard, sénateur Yvon Toussaint, les journalistes Jacques Roche et Brignol Lindor, pasteur Antoine Leroy, le citoyen Jacques Florival, pour ne citer que ceux-là.

On ignore, au juste, à quel moment s'est développé son intérêt aux stupéfiants. Autant qu'on sache, il n'a jamais été connu pour un consommateur. Tout semble indiquer que son rapport de proximité avec des membres de la pègre, alors qu'il évoluait à Saint Jean Bosco, était à l'origine de son introduction aux produits illicites.

En tout cas, arrivé au pouvoir, il attirait sur lui des éléments de mêmes tendances que lui. Ses partisans étaient devenus parlementaires (députés et sénateurs). Au sein de la Police aussi, il faisait appel aux gens de ce même acabit pour les nommer à certains postes comme hauts gradés.

Jamais, auparavant, il n'y avait un président de l'Assemblée nationale (en la personne du sénateur Fourel Célestin) à être arrêté par les Américains, conduit à Miami, inculpé, puis condamné à la prison. De même, des hauts gradés de la PNH à connaître le même sort que Célestin. Un ex-directeur général (DG) de la PNH, sous Aristide, Jean Nesly Lucien, fut, lui aussi, inculpé pour trafic de stupéfiants par la Justice américaine. Même destin pour Roudy Thérassan, ancien chef de la Brigade de lutte contre les stupéfiants (BLTS). À cette liste, doit être ajouté Oriel Jean, chef de sécurité présidentiel. Il avait corroboré les révélations auparavant faites par le trafiquant patenté Jacques Beaudouin Kétant disant du prêtre défroqué qu'il était le « *parrain du trafic de drogue* ». Retourné en Haïti, après avoir purgé sa peine, M. Jean a été exécuté par des hommes de main d'Aristide. Comme toutes les victimes précédentes de M. Aristide, ses assassins courent encore. Tous ces hommes, anciens alliés proches d'Aristide, ont passé des années en prison, aux États-Unis, avant de recouvrer leur liberté et de retourner, sur la pointe des pieds, à leur pays d'origine. Aujourd'hui, ils traînent partout la queue entre les pattes. En clair, Aristide, doit se féliciter d'avoir trouvé des collaborateurs qui lui sont totalement compatible. N'est-ce pas de quoi lui lancer cette boutade : « *Dis-moi qui tu fréquentes,je te dirai qui tu es ?* »

Certains partisans du prêtre défroqué se croient autorisés à véhiculer sa défense, par rapport au trafic de drogue, en suggérant qu'il aurait connu le même sort que les personnes inculpées aux États-Unis, suite aux accusations de la DEA, si le Blanc en avait la raison. Ils feignent, pourtant, d'ignorer que le président Clinton intervint personnellement pour faire reculer le patron de la Brigade fédérale anti-drogue, dont les agents avaient monté un dossier sur M. Aristide, et qui poussait à la roue pour qu'il fût inculpé.

Les Haïtiens escroqués aussi par Aristide

On se perd en conjectures concernant l'ex-président Aristide, en ce qui concerne son attitude au pouvoir, surtout à la lumière du discours nationaliste et franchement pro-peuple, qui lui a valu sa fortune politique. Car on ne peut pas se faire vraiment à l'idée qu'il aurait infligé aux Haïtiens le même traitement dont il a été l'objet de la part des Français et des Américains.

En effet, à l'instar de Bernie Madoff, qui avait ramassé, comme à la pelle, USD 64 800 milliards $ de millions d'investisseurs insoupçonnés, avec son système de Ponzi, Jean Bertrand s'en est inspiré pour introduire, dans la communauté haïtienne, en Haïti et dans la diaspora son propre système avec ses « coopératives », après son retour d'exil, en 1994.

Des milliers de familles, au pays et en diaspora, vivement encouragés par le prêtre défroqué faisant l'éloge des avantages offerts par les « *caisses d'épargne* » (qu'on appelait aussi «*sociétaires* »), s'étaient vu alléger, tout au moins, de centaines de millions de dollars.

En Haïti, des familles y investissaient l'épargne de toute leur vie. Quant aux Haïtiens vivant en diaspora, dont le plus grand nombre se trouvait en Floride (surtout à Miami), des milliers de couples avaient pu sécuriser une seconde hypothèque sur leurs maisons pour investir dans ce système frauduleux. Mais, au rythme de 10 % par mois, les premiers investisseurs ont pu récolter des dizaines de milliers de dollars. Jusqu'à ce que les organisateurs de ce système commençaient à faire rater les paiements annoncés.

À la chute de M. Aristide, en février 2004, les établissements de caisses populaires, qui poussaient, comme des champignons, à travers Haïti, ont fermé définitivement leurs portes et leurs responsables, consécutivement au départ du prêtre défroque, ont pris la poudre d'escampette, cherchant exil en terre étrangère.

Exilé en Afrique du Sud, après escale en République Centre Afrique et un séjour de quelques semaines à la Jamaïque, l'ex-président Aristide n'a jamais levé le petit doigt, jusqu'à cette date, pour demander justice pour les victimes de cette vaste conspiration dont il était la cheville ouvrière. Ne peut-on pas dire si M. Aristide était vraiment animé du sentiment chrétien qu'il avait prétendument cultivé chez lui (par l'étude de la prêtrise), il aurait financé la construction d'une base de données, afin d'identifier ces victimes, dans un effort, somme toute méritoire, de les dédommager ? N'est-ce pas bien l'Évangile qui dit « *Celui qui est fidèle dans les petites choses le sera aussi dans les grandes* » ? De toute évidence, le contraire de cette déclaration est aussi vrai.

En peu de mots, comment Aristide peut-il condamner, avec véhémence, les Français, à qui le *NYT* ajoute les Américains, pour qu'ils restituent les sommes escroquées d'Haïti, tandis qu'il garde le silence au sujet des sociétaires volés ?

Finalement, en dépit des éloges adressés au personnel du *NYT* dont les efforts ont contribué à la publication de cette série d'articles, exposant au monde entier, cette monstruosité, cause de la pauvreté extrême du pays, ainsi qu'au journal lui-même, ils méritent tous un certain degré de blâme pour avoir présenté comme « *héros* », un prétendu homme d'État qui, jusqu'aujourd'hui, n'a pas rendu compte au peuple victime de ses vols.

L.J.

Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 14

HAPPENINGS!

Continued from page 7

he international community, with the United States and France greatly responsible for the misery of Haiti, it is criminal for them to continue with their policies toward Haiti, which amount to adding injuries to the harm they've caused.

***And speaking for many, Professor Cudjoe confesses: "Haiti, We Are Sorry!"**

Introducing an article to *TrinidadExpress.com*, on May 28, Professor Selwyn Cudjoe quotes David Rudder, *"Haiti, I am sorry/ we misunderstood you/ One day we'll turn our heads/ and look inside you, Haiti . . ."*

The professor, who was part of a delegation from New England to Haiti, some 22 years ago, *"to demand that Jean-Bertrand Aristide, the first democratically elected president of Haiti after years of dictatorship, be allowed to assume the office he had won fairly and squarely,"* appears to be on a campaign to rehabilitate the priest-president who, since those early days, has become the antithesis of what he preached. After all, he's now a multimillionaire, having been listed along the other Haitian multimillionaires by Google, which puts his fortune at $800 million.

I propose to revisit the arguments of Professor Cudjoe, providing him some information about the former hero of Haiti's masses of which, apparently, he's not aware. He must be updated on the "hero" who, as Head of State, in 2003, denounced France for stealing Haiti's wealth and causing the current misery of the country. I agree with him that *"the roots of Haiti's dispossession lie squarely in the rapacious actions of the US and France. They should be made to pay for their violence against the poor people in Haiti."*

Professor Selwyn Cudjoe may have found the wrong defense for Aristide.

However, can kleptomaniac leaders like Jean Bertrand Aristide and Michel/Michael Martelly, both maneuvering to regain power in Haiti, be entrusted with the millions, yea billions in reparations to Haiti? They also must give an accounting to the Haitian people for the millions that have disappeared under their stewardship, money that could have gone a long way in changing the ever-worsening plight of Haiti's poor and put the country on a path to development.

RAJ
June 1st, 2022
raljo31@yahoo.com

Kreyòl

Soti nan paj 6

ran tout bri bagay la ap fè deyò a. Sè ke li byen konnen si l louvri bouch li nan kesyon an, y ap mande kijan li pra l antreprann sa. Si se CORE Group la ki mete w chita kote w ye a, avèk Lafrans at Etazini pami 2 pi gwo bouldòg pami yo, ki pye l ap met devan pou l abòde kesyon an ak yo. Petèt l ap tann lè l rive Los Angeles, le 6 jen, nan *« Sommet des Amériques »* Prezidan Biden nan, pou l di youn bagay sou kesyon dèt yo dwe Ayiti a. M espere nou pa pral tann jouk nou tounen pwa tann pou msey abòde kesyon reparasyon an. Fòk nou kwape tout gwo vòlè lakay yo anvan yo ka vrèman pran nou oserye nan kesyon reparasyon, kivedi repeyman dèt bann vòlè entènasyonal yo dwe Ayiti.

Men ansyen Premye minis Gérard Latortue nan kesyon Reparasyon an

Epi sa fè m vin rive sou youn konvèsasyon mwen te genyen ak ansyen Premye minis Gérard Latortue (Jera Latòti) sou kesyon reparasyon an. Paske se pa ti toya y ap voye sou msye deyò a. Si nou suiv rezo sosyo yo se tankou youn « Conzé » yo trete msye, youn ti sèvitè Lafrans, paske yo di li te kont sa Aristid te di nan kesyon reparasyon an.

Men sa l deklare ban mwen : « *Wi, mwen pou reparasyon* ». Men se kijan pou l fèt. Li di se movèz fwa ki fè y ap kalonnen l kout wòch nan rezo sosyo yo. Pandan li te an vizit an Frans, lè l te Premye minis, nan lane 2005, li te rankontre ak Chirac, (Jacques René), ki te Premye minis an Frans lè sa a. Lè l te soti nan konvèsasyon sa a, jounalis ki t ap tann ni deyò a mande l de kisa li sot pale ak Premye minis tokay li a ? Se lè sa a li te di yo te abòde kesyon Reparasyon an. Men l te di, sèl fason pou sa te ka fèt se « *par voie diplomatique et politique* ». Anyen pa t ka fèt *« par voie légale »*. Li kontinye pou l di, li kwè te ka gen « *gwo pwojè devlòpman, men sou direksyon youn gouvènman serye. Lafrans ak Etazini ta ka finanse pwojè sa yo pou met peyi a sou ray* ».

Jan nou tande l la, Ayiti t ap tounen youn gwo chantye travay. Yo t ap bezwen anpil bra pou fè sa. Ayisyen t ap rete lakay yo, yo pa t ap bezwen al riske lavi yo sou lanmè pou y al chache youn lavi miyò lòt kote. Vrèman, ak youn pwogram konsa, Ayiti ta kapab vini peyi li te dwe ye a depi okòmansman, apre lendependans.

Alò, m ap mande nou, èske se pa yo un bagay tankou « *Plan Marshall pou Ayiti* » m ap mande a? Nou di « *Bravo PM!* » Jan yo di an franse, li pa bezwen okipe yo. Jan yo di pawòl la an franse : *« Les chiens aboient, la caravane passe! »* Epi m konnen nou, talè nou pral lage 2 gidon dèyè m, nou pral di men m ap trete nou de « chen ». Pran l jan nou vle, men fòk nou bay vòlè k ap pran pòz bon mounn yo youn bwa long kenbe. San pa sa, Ayiti p ap janm derape toutbon, jansadwa!

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com

BONNE FÊTE DES MÈRES 2022

À la mémoire de Dulitha Joseph, mère aimante de mon ami Lyonel Daumec

Par Henri Piquion

Tous les ans j'écris cette chronique en espérant que l'année d'après je pourrai dire à mes lecteurs qu'enfin nous pouvons faire la fête à nos mères, fêter avec elles dans les rires, dans la joie et le bonheur. L'année 2022 ne fera pas exception. J'écris avec la tristesse que m'imposent les nouvelles qui me viennent d'Haïti, des nouvelles de l'assassinat du président de la République; des nouvelles de trahisons quotidiennes dont les coupables sont des aspirants à la gestion du pays; des nouvelles d'accords désaccordés parce que l'élaboration d'accords est devenue une industrie, un sport politique, une nouvelle façon de se faire instantanément un nom et surtout des rentes plutôt que des salaires.

Des nouvelles plus tristes les unes que les autres, mais pas autant que celle qui nous expose le désespoir de cette jeune femme dont le fil, encore un enfant, vient d'être kidnappé. Pourquoi ? Pas pour de l'argent car la mère qui est vendeuse de « *manje kwit* » dans les rues pour élever son unique fils n'a pas les moyens de payer une rançon. On parlerait de méchanceté si on voulait appréhender cet acte seulement d'un point de vue moral. Mais même s'il y a immoralité individuelle, ce kidnapping doit être inscrit dans le cadre global de l'immoralité collective, de la criminalité généralisée encouragée et même financée par des Haïtiens, ou des supposés tels, qui n'ont aucun intérêt à voir notre pays se normaliser parce qu'ils auront demain à payer à l'état leurs redevances à la nation; parce qu'ils auront demain à faire face à la justice pour détournements de fonds publics, crimes et trahisons.

Ce détournement atteint directement la mère du petit garçon et, à travers elle, toutes les mères haïtiennes dont les enfants, quel que soit leur âge, peuvent être enlevés, violés, torturés puis assassinés et jetés sur la voie publique comme festin pour les chiens errants. Voilà le destin des enfants de nos mères, **de vos mères**, si nous abandonnons le pays aux gangs d'assassins et à leurs commanditaires des hommes politiques et des hommes d'affaires qui n'ont d'autre souci, à part leur enrichissement personnel, que la destruction physique du pays, l'anéantissement moral et l'abêtissement intellectuel de la population

Il ne servira à rien de dire tous les ans Bonne Fête des mères aux mères haïtiennes si nous ne nous opposons pas à ces antipatriotes qui privent nos mères de leurs enfants, leurs seules raisons de vivre, après les avoir privé pendant plus de siècles des nécessités les plus élémentaires de la vie. Chaque instant de notre vie doit être consacré à la lutte pour notre survie personnelle et celle du pays. Une lutte multiforme qui consistera à la mise sur pied de brigades d'autodéfense –parfois préventive, disons-le sans hypocrisie- contre les gangs et leurs patrons; une lutte qui consistera également en regroupements d'études et de réflexions sur notre histoire politique, culturelle, économique et sociale, surtout dans les milieux des jeunes. Ces regroupements, formes de résistance s'il en est, aboutiront à terme à des organisations en mesure de bousculer les individus faiseurs d'accords qui ne représentent qu'eux-mêmes et les membres de leurs gangs respectifs.

Malgré la conjoncture quasi invariable de misères, de violence, de dépendance, de déculturation et de déchéance morale qui nous retient chaque année à l'approche de la Fête des mères au point de souhaiter l'espace d'un instant qu'elle n'ait plus lieu, nous avons l'obligation filiale de la commémorer car nous devons célébrer nos mères qui nous ont portés, langés, nourris, soignés, éduqués et instruits; celles qui ont frappé à toutes les portes du pouvoir pour nous faire sortir de Fort-Dimanche; celles qui agonisent avec nous quand la démocratie populacière nous impose le Père Lebrun d'où l'on ne sort pas; celles qui se désespèrent mais qui espèrent quand même chaque fois que nous sommes kidnappés parce qu'au plus profond de son désespoir une mère ne survit que dans l'espoir que le miracle adviendra. Nous devons les célébrer toutes, ne serait-ce qu'une fois l'an parce qu'une mère est souvent la seule personne dont le regard perce l'épaisse obscurité du présent pour voir la lumière de l'autre côté du temps.

Bonne Fête des mères, mamans. Bonne Fête des mères à vous toutes, qui que vous soyez.

29 mai 2022

J.P.

Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 15

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

L'actualité en vrac

Suite de la page 3

ant de leur non-respect des droits humains », dit-il, « *ne s'attaque pas à la violence des armes chez lui* ».

Aux législateurs américains d'agir

Ainsi, le président américain et les législateurs de ce pays ont du pain sur la planche. Le président Joe Biden, accompagné de son épouse Jill, en visite de solidarité, dimanche dernier (29 mai), aux familles à Uvalde, s'est entendu comme à l'unanimité : « *Il vous faut faire quelque chose !* » Il a répondu : « *Nous le ferons* » (« *We will* »).

Bien avant sa visite, le soir même de l'événement, à son arrivée à la Maison-Blanche, de retour d'un voyage en Asie, il devait s'adresser à la nation. Passant en revue les massacres de ces dernières années, il avait posé la question suivante : « *Au nom de Dieu, quand allons-nous affronter le lobby des armes ? Quand, au nom de Dieu, allons-nous faire ce que nous ressentons, dans notre âme et conscience, est de mise ?* »

Et les parlementaires des deux partis — démocrates et républicains —sont dans le collimateur des électeurs. À souligner que selon un sondage récent de la chaîne CBS, publié le 25 mai, 54 % des citoyens américains voudraient d'un contrôle beaucoup plus strict sur la vente des armes à feu, contre 30 % qui ne voudraient voir aucun changement. Pourtant 16 % répondent qu'il faudra moins de restrictions. S'agissant d'« *examens* » (checks) à faire sur les acquéreurs potentiels d'armes, plus de 80 % des Américains, y compris des gens possédant des armes, se disent en faveur d'une telle démarche. Si pareille loi était en vigueur, Salvador Ramos, à peine 18 ans, n'aurait pas pu se procurer deux fusils d'assaut dans l'espace de deux jours et des centaines de cartouches, pour commettre son forfait.

Alors, pourquoi, en grande partie, les législateurs républicains s'opposent-ils au « *check* » des acheteurs de ces engins mortels qui ne devraient être utilisés que sur le champ de bataille ? Est-ce parce que la guerre civile non-déclarée est en plein essor ?

Nous voulons croire que la question du contrôle des armes devra faire partie du programme des candidats, lors des élections de mi-mandat, dans quelque cinq mois, en novembre pour être précis.

***Dialogue bilatérale de la paix, le 18 juin, à la frontière haïtiano-dominicaine**

À un moment où les relations haïtiano-dominicaines ne sont pas au beau fixe, la « *Confraternité internationale dominicano-haïtienne* », à l'initiative de Bienvenido A. Lopez, M.A., qui œuvre depuis des années en faveur d'une franche réconciliation des deux peuples se partageant la souveraineté de l'île d'Hispaniola, ou Haïti, selon d'autres, a lancé un ambitieux projet.

Le samedi 18 juin, aura lieu un « *Dialogue de la paix* », à l'hôtel Raydan de la ville de Dajabón, en face de Ouanaminthe, du côté haïtien, dans le Nord'Est, sous l'égide de son organisation, dont l'objet consiste à « *discuter de deux grands projets* ». Le premier porte sur des discussions autour d'un « *changement symbolique du nom de la Rivière massacre par la Rivière de la paix* ».

Ceci n'est que le début de l'initiative, qui prévoit un autre tête-à-tête qui, selon lui, sera « *une rencontre spirituelle à Santo Domingo, planifiée pour le samedi 10 décembre prochain afin que les deux églises de l'île [l'haïtienne et la dominicaine] puissent se demander pardon l'une l'autre de ce qui s'était passé dans l'histoire des deux peuples* ». Le lieu de rencontre sera communiqué par la suite.

M. Lopez affirme que l'évêque haïtien de Fort Liberté, Mgr. Quesnel Alphonse, a confirmé sa présence à la séance du 18 juin. Seront aussi présents le maire de Ouanaminthe ainsi que le consul haïtien à Dajabón.

Concernant le changement du nom « *tragique et désagréable de la Rivière massacre* » par celui de « *Rivière la paix* », M. Lopez y voit une proposition qui « *peut être positive non seulement pour nos deux pays, qui se partagent la souveraineté de l'île, mais aussi sera d'un grand bénéfice pour la communauté internationale qui s'en inspirera pour apaiser les tensions, vu les circonstances actuelles dans le monde* ».

Il parle de retombées tangibles d'une franche réconciliation des deux nations. « *Notre projet aura une influence sur l'économie, la politique, sans minimiser le côté culturel* », dit-il.

La rencontre de ce mois, à Dajabón, et celle, prévue à Santo Domingo, en décembre prochain, entre dans le cadre d'une campagne. Car, le 16 août de l'année dernière, la Confraternité internationale dominicano-haïtienne de la République dominicaine avait lancé son mouvement pour le changement du nom de la « *Rivière massacre* » lors d'un forum relayé par les réseaux sociaux, dit-il. Il a cité des personnalités et organisations ayant accompagné son organisation dans ce projet : Dr Aulio José Collado, médecin et avocat, coordonnateur général de la « Mancomunidad dominico-haïtienne des hôtels de ville, ainsi que les personnes suivantes : L'honorable évêque évangélique Tito Isabel Reyes, président de l'Assemblée générale de l'Église de Dieu Unie; le professeur Tirso Ramirez, un membre très important de la Fédération des familles pour la paix universelle; le professeur lic. Miguel Angel Paulino, directeur exécutif de la Fondation talent et futur; l'ex-consul haïtien à Santo Domingo, le Rév. Edwin Paraison, directeur de l'organisation Zilé; et le Rév. Flor Danilo Lantigua, ancien président de la Fédération des pasteurs de la région du Cibao, en République dominicaine.

À tout seigneur, tout honneur, M. Lopez affirme que l'idée d'évoquer « *un acte de pardon mutuel entre les deux pays est la suggestion de l'historien dominicain Bernardo Vega* ». Il salue aussi ceux/ celles qui ont contribué par l'apport technique à l'œuvre entreprise : Les licenciées Mme Leonidas Valdes Gil, Melle Tania Peña Valdez, ainsi que le journaliste Melvi Toribio, de Dajabón.

Succès à l'infatigable Bienvenido Lopez, ainsi qu'à tous ses collaborateurs.

***Michel Martelly face à un autre boycott**

L'artiste « Sweet Micky », de son vrai nom Michel/Michael Joseph Martelly, s'affublant du titre ronflant de « *Bandit légal* », continue de miner l'actualité. Surtout son aspect négatif. Aura-t-il la chance d'exorciser le mal et offrir sa prestation, tel que prévu, le vendredi 10 juin, à ce concert, à Sarcelles, en banlieue de Paris ?

La communauté haïtienne, indignée de la présence de ce personnage, de plus en plus honni, a lancé une pétition, depuis le 24 mai, pour recueillir autant de signatures que possible pour demander officiellement l'annulation de son concert. Selon ce qui est dit, des milliers de personnes ont déjà signé la pétition en ligne.

Dans cette pétition, on lit qu'il a commis des « *crimes violents contre des innocents (hommes, femmes et enfants)* », qu'il est « *en collaboration direct avec de nombreux chefs de gangs qui terrorisent actuellement le peuple haïtien* », en sus d'être accusé de « *détournements de fonds publics et de trafic d'influence* ».

D'où la demande formelle : « *Par conséquent, en tant qu'Association et membre de la communauté haïtienne très présente dans la ville de Sarcelles, nous demandons aux autorités compétentes l'annulation immédiate et sans recours de cet évènement* ».

Dire aussi que la pétition est accompagnée d'une mise en garde : « *Si cet événement aura bel et bien lieu, alors il ne serait pas impossible que des citoyens révoltés puissent bloquer eux-mêmes l'événement et des graves incidents seront certainement à déplorer* ». Signé ***« Haïti Autrement ».***

Merci *Rezo Nodwès* de nous en avoir fait part.

Pierre Quiroule II
1er juin 2022
raljo31@yahoo.com

HAITI OBSERVATEUR
Le marché qui, près la gare !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

Journal 1 - 8 juin 2022.qxp_HO 6/1/22 4:18 AM Page 16

Sports

LE SPORT-ROI EN CHUTE LIBRE

Nécessité d'avoir des dirigeants responsables à la tête du football haïtien

Par Ricot Saintil

Tout entraîneur qui se respecte n'accepterait jamais l'offre indécente du Comité de normalisation de diriger la Sélection haïtienne des moins de 20 ans, qui s'apprête à disputer les éliminatoires du mondial de cette catégorie au mois de juin. L'amateurisme des dirigeants du football haïtien est flagrant et honteux. Après les échecs des sélections féminines U-20 et U-17 en République dominicaine dans les éliminatoires, le Comité de normalisation poursuit son œuvre de destruction et d'avilissement du football dans le pays par son incapacité à prendre les dispositions nécessaires pour assurer une préparation adéquate de nos sélections, avant leur participation à des compétitions internationales.

Dans le sport de haut niveau, il n'y a pas de place pour les incompétents. Au niveau de l'élite, dans ce sport, aujourd'hui, la réussite passe, avant tout, par le travail matérialisé par une vision portée par des dirigeants éclairés, compétents et progressistes. Ces qualités font défaut aux membres du Comité de normalisation faisant preuve d'ignorants dans la mission qui lui a été confiée par la FIFA. Le travail réalisé, jusque-là, au niveau de la Fédération haïtienne de football (FHF) depuis la destitution du Comité exécutif, se résume par des échecs répétés de nos équipes nationales de jeunes. La FHF n'a pris aucune disposition pour éviter les désillusions de nos jeunes Grenadiers et Grenadière. Ces derniers voient leur rêve de participation à une phase finale de Coupe du monde voler en éclats. Les U-17 et U-20 féminines ont fait les frais de l'irresponsabilité du Comité de normalisation, elles ont été humiliées par des adversaires qu'elles avaient l'habitude de terrasser. Les exploits d'Haïti dans le football de la Concacaf, au niveau des jeunes, étaient le fruit d'un programme d'élite parfaitement bien exécuté. Les résultats découlaient du travail hors pair des formateurs de l'Académie Camp Nous, qui, aujourd'hui, n'existe plus.

La Sélection haïtienne masculine des moins de vingt ans n'a toujours pas de sélectionneur. Les éliminatoires pour le Mondial U-20 arrivent au mois de juin. Pourtant, l'équipe n'a toujours pas démarré sa préparation. Certains entraîneurs contactés par les membres du Comité de normalisation ont systématique décliné l'offre des dirigeants, qui ne se soucient pas des résultats de nos équipes. La Sélection U-20 masculine va connaître le même sort que celles des U-17 et U-20 féminines n'ayant pas effectué de préparation avant de s'engager dans les éliminatoires. Des entraîneurs, nommés à la dernière minute, des joueurs convoqués sans aucune préparation, telles sont les manières de faire des dirigeants du football haïtien. Cette façon d'opérer du comité fragilise l'avenir du football, qui connaît définitivement un nivellement pas le bas.

Il faut inévitablement remettre en question le travail effectué depuis tantôt deux ans dans le football haïtien. Il importe de demander des comptes à Yvon Sévère et à Monique André, qui ne sont pas à la hauteur de la tâche qui leur a été confiée. Le sport-roi doit renaître de ses cendres, il est impératif que les équipes de jeunes retrouvent les terrains pour qu'elles reviennent au top, les entraîneurs doivent reprendre du service pour continuer à former nos jeunes. Aucun doute, le Comité de normalisation a échoué sur toute la ligne, les dirigeants de club doivent réagir pour forcer les membres du Comité de normalisation à descendre de leur piédestal, en vue d'une reprise totale du football dans le pays.

R.S.

SUCCÈS POUR CAMP NOUS HAÏTI

Batcheba Louis récompensée pour le plus beau but de la saison en D-1 France

Par Jacques Brave

La réputation du football féminin, en France, devient, chaque jour, plus solide. La participation, deux années de suite (2018 et 2019), à la Sud Ladies Cup, un tournoi réunissant des sélections de jeunes U-20 de niveau mondial (Chine, Japon, Corée, USA, Nigeria), les prestations remarquables de nos jeunes joueuses, dans la Coupe du monde U-20 2018 contre de grandes puissances de foot féminin, comme la Chine, l'Allemagne et le Nigeria, les performances d'une quinzaine de joueuses haïtiennes, dans des clubs D-1, D-2 et D-3 français, de surcroît toutes titulaires en club, toutes les semaines, ont construit une solide renommée du football féminin haïtien dont les joueuses sont très appréciées dans l'Hexagone.

Cette légion féminine, en France, aurait pu être encore plus imposante, vu que Rosiane Jean, Soveline Beaubrun, Lovelie Pierre, Émeline Charles, Kerly Théus, toutes étaient déjà engagées par des clubs français et étaient simplement en attente de la réouverture des frontières, après la phase aiguë de la Covid-19; l'idée, selon ce qui se disait, à la Fédération haïtienne de football (FHF) et qu'exposait sou-

Batcheba Louis.

vent l'entraîneur national, qui ne ménageait pas ses efforts en ce sens, en plaçant le plus de joueuses de bon niveau en France, et de profiter ainsi de leur présence en sol français pour réunir toutes les sélectionnées et s'organiser souvent des stages et de jouer autant que possible des matches contre des clubs ou des sélections, afin d'avoir une sélection rodée et au top pour les éliminatoires de la Coupe du monde féminine de la FIFA au top de sa préparation. Ce rassemblement, ce regroupement de toutes les potentielles internationales en France, mais aussi au Portugal et en Espagne, devrait, à l'heure de la Coupe du monde, une sélection parfaitement rodée. Ce regroupement concernait aussi les joueuses internationales haïtiennes formées aux USA. Cela avait d'ailleurs commencé avec Shelsie Surpris, que l'entraîneur national, Laurent Mortel, avait facilité la signature au FC Soyaux, lors, en -D1 française. Le projet en soi était génial, comme l'avait planifié la direction de la FHF, qui, à défaut de gros budget et de sponsor, avait annoncé, dès 2011 avoir décidé d'adopter, pour la formation et l'école française, d'abord, l'une des toutes

Suite en page 12

Tournoi 71 ans de l'Aigle Noir et de la Notre-Dame du Perpétuel Secours

Par Jacques Brave

L'Aigne Noir Athlétique Club, fondé le 27 juin 1951, a décidé de rendre hommage à la patronne d'Haïti et du Bel Air. Ainsi, à l'initiative de son comité directeur et son président, Étienne Beauvoir l'ANAC a lancé un tournoi d'anniversaire, qui a débuté la semaine écoulée, au Centre sportif Dadadou, situé à la deuxième Cité, à Delmas 3. Ce tournoi, qui s'est déroulé à un centre situé dans une zone populaire, fait partie des nombreuses initiatives prises par les dirigeants des clubs de football pour offrir des spectacles de football aux fans.

En effet, les clubs D-2 n'ont quasiment pas joué depuis deux ans et, depuis, les mini tournois de vacances de l'été dernier il n'y a pas eu de match de football dans le pays. C'est la ville du Cap-Haïtien qui, en premier, avait lancé le tournoi Millenium, qui a réuni plusieurs des clubs D-1, et dont les matches ont enre-

L'équipe Aigle Noir d'Haïti.

gistré un gros succès populaire. Le plateau offert était très relevé avec le Violette, trois clubs de l'-Artibonite, Tempêete, Baltimore, Racing des Gonaïves, AS Mirebalais, compétition remporté par le Cavaly de Léogâne. Par la suite, on a eu la Coupe de Amani-Y, qui a consacré l'Acahaïe FC, dans le cadre de la fête patronale de Saint Marc, à laquelle ont pris part dix clubs D-1. Actuellement, se joue la Coupe Gérard Chalviré, qui est en phase terminale, au Parc Papa Numa, de la ville des Cayes; des équipes du Sud, de Nippes et de la Grand'Anse y participent.

Ce tournoi Notre-Dame du Perpétuel 71 ans de l'Aigle Noir FC est le premier à se jouer dans l'Ouest, dans le grand Port-au-Prince et réunit des clubs D-2 et de D-3, tels l'ANAC, amateur de Cité Soleil, FC Delmas, Tabarre, etc. etc. Le Stade Sylvio court déjà sur une année sans recevoir de rencontre de football. Malgré la proximité de Village de Dieu, où un groupe armé est installé, depuis plusieurs années, aucun incident n'a été enregistré à ce jour; d'ailleurs presque chaque jour des vétérans ou des jeunes de la zone profitent de ces vacances de football pour disputer de petits matches d'amusement. Dans ce bastion de football, à bas Delmas, le succès populaire est garanti et les premières rencontres ont connu un franc succès

Ces tournois amicaux aident le football en déclin, dans le pays, à maintenir un souffle de vie, car depuis que la FIFA a destitué le Comité régulièrement élu à la tête du football haïtien, pour le remplacer par un triumvirat dont deux personnes totalement étrangères au milieu, plus aucune compétition n'a été organisée et toutes les structures du football ne fonctionnent pas. De profondes divergences opposent une majorité de clubs au nouveau comité, qui refuse de répondre à des demandes réitérées de compétition.